

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

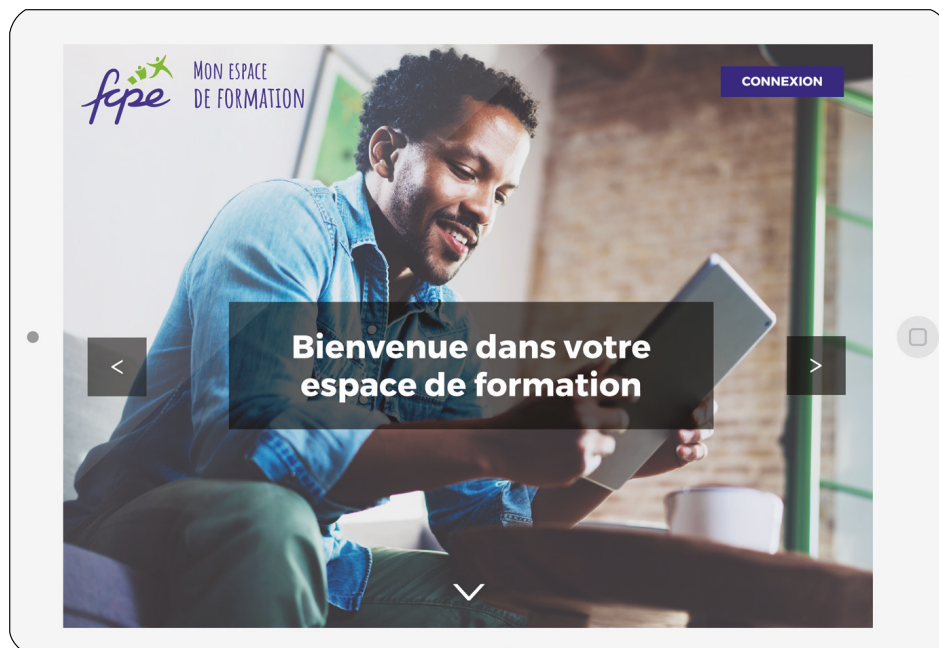
N° SPÉCIAL 463 / DÉCEMBRE 2025



Engagés pour l'école

Galerie de nos plus beaux portraits





J'AIME MON ÉCOLE PUBLIQUE.FR

*Un espace
de formation
pour les parents d'élèves*

4

Ceux qui font l'école

5 Samia Ivoule 6 Cécile De Ram 7 Marianne Barré ;
8 Rachid Zerrouki 9 Samia Bounouri 10 Jonathan Fussi
11 Émilie Hanrot
12 Mohamed Rokia

13

Ceux qui défendent l'école

14 Mathias Triballeau
15 Nathalie Baneux 16 Nora Hamadi 17 Isabelle Carré
18 Gaëlle Toulemonde
19 Jean-Paul Delahaye

20

Ceux qui font bouger les lignes

21 Guillaume Perennes
22 Valérie Jacquier
23 Héloïse Moreau 24 Ryann Dubois 25 Guillaume Delsaux
26 Audrey Tatry 27 Jérémie Fontanieu 28 Benjamin Flohic

29

Ceux qui protègent les enfants

30 Pimprenelle Butzbach
31 Samia Hamonic 32 Anissa Maille 33 Sébastien Yvinec
34 Mai Lan Chapiron

35

Ceux qui font rêver

36 Gilles Bachelet
37 Benoît Castel 38 Laure Grandbesançon 39 Hervé Tullet 40 Marie-Amélie Le Fur

41

Ceux qui font réfléchir

42 Bernard Lahire 43 Olivier Liron 44 Salomé Saqué
45 Monique Pinçon-Charlot
46 Ginette Kolinka

édito

L'école publique et ses visages : un concentré d'humanisme

« Nous avons le plaisir de vous offrir, ce numéro exceptionnel de notre Revue des parents pour mettre à l'honneur celles et ceux qui font l'école publique au quotidien. Il témoigne de notre attachement collectif à l'école publique et de la promesse qu'elle incarne pour des millions de personnes en France et dans le monde.

Cette galerie de portraits est un choix subjectif, ils n'ont pas été modifiés ou actualisés, certains ont plus de cinq ans, d'autres ont quelques mois. Chaque portrait est un instantané, un concentré d'humanisme. Il vous présente avec sensibilité une personne connue dans son quartier, sa ville ou par le grand public. Toujours précis et ciselé, il illustre un parcours militant singulier, un engagement au service des autres, à l'heure où les plus défaitistes parlent d'individualisme, d'égoïsme ou de repli sur soi.

Alors, si vous doutez des autres ou que vous voulez faire le plein d'ondes positives, dévorez ces portraits qui vous invitent à l'engagement, qui ouvrent des portes entre des mondes qui souvent se méconnaissent. Chaque rencontre est une bouffée d'oxygène pour réfléchir ensemble à ce que l'école publique est, doit être ou peut être. »



ANNE-CHARLOTTE ROSSI
Présidente de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) IO8, avenue Ledru-Rollin, 75544 Paris Cedex 11 • Tél. : 01 43 57 16 16
• www.fcpe.asso.fr
• fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION

Directrice de la publication et de la rédaction : Anne-Charlotte Rossi
• Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne •

Conception graphique :

CITIZENPRESS

Rédactrices : Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri.

• Infographie : David Lory •

Dessin p.34 : Bénédicte Govaert

• Crédits photos : iStock.

PUBLICITÉ

Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris • Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmedia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION

Direct impression • 26 bis Boulevard de Beaubourg - 32, ZA Paris Est 77184 Émerainville.

Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner gratuitement à la Revue des Parents.

Suivez-nous sur



[fcpenationale](https://www.fcpenationale.fr)



[fcpe.nationale](https://www.fcpe.nationale.fr)



[fcpenationale](https://www.fcpenationale.fr)

Des questions ? Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org



Portraits

**de ceux
qui font l'école !**

Parents, enseignants, personnels de santé scolaire, AESH :
ces portraits **donnent voix** à celles et ceux qui accompagnent
les enfants chaque jour. Ils rappellent que la réussite scolaire
naît de la coéducation.

“

CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



Professeure de sport et professeure principale. Deux rôles très différents que **Samia Ivoule, 30 ans, remplit avec un engagement acharné !**

“Pour les enfants ! Pour qui d'autres ?”

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Une médiatrice à plein temps

« Ce que j'adore dans le fait d'être professeure principale ? Construire un projet personnalisé avec chacun de mes élèves. Ça demande un temps fou, oui, mais on ne peut pas fuir. Je ne suis pas assistante sociale, ni psychologue, ni même CRS quand je dois calmer un enfant qui s'énerve, mais je ne peux pas non plus me cacher derrière ma casquette de prof. Quand je reçois une maman qui m'explique que son fils a chuté de 3 points ce trimestre parce qu'il y a des gros soucis à la maison, je suis obligée de gérer de l'humain, dans l'instant. Je suis le premier contact, le premier lien qui rassure, et puis comme je suis métisse, je semble plus accessible ».

Samia Ivoule est professeure de sport au collège Pierre Mendès-France à Paris. Situé en bordure de périphérique, l'établissement,

classé en éducation prioritaire, souffre d'un manque de mixité sociale. Mais depuis quatre ans qu'elle y est titulaire, Samia s'y sent bien. Elle reconnaît que c'est quitte ou double quand on obtient sa mutation à Mendès-France. Pour certains enseignants, c'est « le choc des cultures ». Pour la jeune femme de 30 ans, c'est au contraire un beau défi.

Une boxeuse hors pair

Elle avoue néanmoins qu'elle les connaît bien « ses gamins » et que ça l'aide. Elle raconte son enfance dans la campagne nantaise, et sa difficulté à trouver une activité sportive qui lui plaît. Elle pousse la porte d'un gymnase, tombe sur un ring. À 8 ans, elle craque pour la boxe, sa maman, aide-soignante de nuit, craque pour l'entraîneur. Dès cet âge-là aussi, elle sait qu'elle deviendra professeure de sport. « Élève très scolaire », qui s'occupe beaucoup de ses deux petits frères, elle obtient son inscription en STAPS. Mais la première année est chaotique, Samia passe trop de temps à grimper les échelons au sein de la boîte d'intérim qui l'emploie. « Je faisais des ménages dans les banques le soir. Puis, je suis devenue chef d'équipe car le manager me trouvait très sérieuse. À la fin, j'avais une voiture de fonction et j'étais responsable d'un secteur de 50 sites. Puis, une amie m'a dit de postuler avec elle pour être assistante d'éducation dans un lycée. Ça a changé ma vie. Je surveillais l'internat deux nuits par semaine, et je pouvais travailler mes cours le reste du temps ».

Une empathie sans limite

Elle décroche son diplôme, puis est affectée à Nice, au lycée Thierry-Maulnier, pour son premier poste. « Une année magique ! Nous étions plusieurs nouveaux professeurs de sport à avoir demandé cette académie. Nous nous sommes beaucoup entraînés. Pas facile à 23 ans de se retrouver avec des loulous de 18 ans. J'ai appris à passer de l'autre côté du mur. Cette fois, c'était moi l'autorité. Je me suis tout de suite lancée un challenge : je voulais qu'à la fin de l'année, les élèves sachent tous faire un appui tendu renversé. Ma tutrice m'a prévenu que ce serait dur, mais j'ai réussi ». Aujourd'hui, c'est avec la même ténacité qu'elle accompagne ses 3^e lorsqu'ils doivent choisir leur orientation. Elle a organisé des rencontres avec l'association 100 000 entrepreneurs. Et elle espère aussi faire partie l'an prochain des 6 candidats retenus par l'académie pour suivre une formation de 192 heures sur le décrochage scolaire. Bénévolement ? Elle rigole : « Ah oui, ce n'est pas payé en plus ! Je ne le fais pas pour l'argent, mais pour les enfants ! Pour qui d'autres ? »

”

66

CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



Avec une patience sans faille, Cécile De Ram, enseignante à la maison d'arrêt de Nanterre depuis quinze ans, réapprend la posture d'élève aux mineurs incarcérés.

“En prison, le maître mot est l’adaptabilité”

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Une vocation pour l'école

« Ce qui est frappant quand on entre dans la maison d'arrêt, ce sont les bruits et les odeurs. Les portes métalliques qui s'ouvrent et se referment, les clés dans les serrures, les cris des gars. Ça ne sent pas très bon, les chariots de nourriture attendent dans les couloirs après les repas. Il y a tout un tas d'odeurs qui se télescopent, et dont nous n'avons pas l'habitude à l'extérieur ». Mais une fois arrivée dans sa salle de classe, Cécile De Ram oublie à peu près tout. Elle n'a plus en tête ce pourquoi ses élèves ont été incarcérés, ne remarque plus l'œil du surveillant à la fenêtre de la porte fermée à double tour, focalise toute son attention sur un objectif : faire avancer les jeunes détenus dans leurs apprentissages.

Embrasser cette carrière, c'était une évidence. Dans sa famille, il y a « des enseignants à tous les étages, ou des bouchers ! ». Après une scolarité appliquée, elle s'inscrit donc à l'école normale de Cergy-Pontoise, et exerce en maternelle les premières années. Sensible à la différence, – « pour la petite histoire, mon frère jumeau est handicapé, car nous sommes nés très grands prématurés » –, elle se spécialise très vite pour aider les élèves en difficulté. En stage pour décrocher le CAPSAIS (certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées), appelé aujourd'hui CAPPEI, elle rencontre Sylvie, qu'elle ne voudra plus jamais quitter. Cette osmose professionnelle la conduit à postuler à la maison d'arrêt de Nanterre pour y rejoindre son binôme. Une affaire qui roule depuis quinze ans déjà.

Un travail d'équipe renforcé

Dans cette prison, 1035 hommes sont hébergés pour une capacité de 592 ! 140 majeurs sont scolarisés, ainsi que 18 mineurs. Une population particulière qui nécessite une prise en charge exceptionnelle. « Ces jeunes, qui ont entre 13 et 18 ans, sont répartis en quatre groupes de 4-5 maximum, constitués avec précaution, explique Cécile qui dispense les mathématiques. De ce fait, ils sont un public scolaire très hétérogène. Certains ont le brevet des collèges, d'autres ne parlent pas un mot de français. Le maître mot de notre pratique, c'est donc l'adaptabilité. Chaque jour réserve son lot de surprises, aucun cours ne se ressemble. »

Pleine d'empathie, discrète, « probablement pas trouillard », Cécile répète plusieurs fois que son plaisir d'enseigner est toujours intact, car chaque garçon est un défi. « Malgré l'hostilité du milieu carcéral, et bien que l'enfermement ne soit pas la meilleure solution pour eux, notre mission est que l'incarcération soit la plus constructive possible à titre personnel pour chacun de ces adolescents. Avec toute une équipe pluridisciplinaire, nous essayons de cerner ce que l'on peut leur proposer individuellement et collectivement. Ils ont souvent une image d'eux-mêmes totalement dévalorisée. Il faut creuser, faire émerger un projet. Notre rôle est de leur réapprendre la posture d'élève. Ce sont des grandes victoires quand ils obtiennent leur diplôme en prison. Mais parfois, un « J'ai compris » avec des yeux qui s'allument suffit aussi, et la journée est belle ».

”

+

EN SAVOIR PLUS :

Librairie *L'école en prison, une porte de sortie*, de Cécile De Ram et Sylvie Paré, éd. du Rocher, 16,90 €.

“

CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



Espèce en voie de disparition, le médecin scolaire joue pourtant un rôle majeur dans le système éducatif. Après vingt-cinq ans de carrière, **Marianne Barré n'a toujours pas perdu la flamme.**

Nul n'est irremplaçable, et pourtant...

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Un profil typique dans la profession

« J'ai toujours voulu être médecin généraliste, médecin de famille comme on dit. Parce que c'est de l'humain. Je n'ai jamais envisagé de faire autre chose. Ça fait partie des idéaux que vous avez quand vous êtes jeune, je crois. Mais c'est un peu par hasard finalement que je me suis engagée dans la médecine scolaire. Un jour, après mon emménagement à Montargis dans le Loiret, je suis tombée sur une petite annonce dans le bulletin départemental de l'Ordre des médecins, j'ai postulé, j'ai été recrutée et j'ai rapidement obtenu le concours. » Dans le service, il y a deux postes de titulaire. La jeune femme s'occupe du remplacement du premier, mais au bout de quinze jours, l'autre collègue part à son tour. Elle se retrouve seule, complètement isolée. L'anecdote que raconte Marianne Barré, médecin de l'Éducation nationale, et secrétaire générale du SNMSU-Unsa, remonte à vingt-cinq ans ! Aujourd'hui, le contexte est pire encore. « Oui, j'ai

57 ans, c'est l'âge moyen du médecin scolaire de secteur. Je suis tout à fait représentative. Nous sommes moins de 1000 médecins de l'Éducation nationale pour 12 millions d'élèves ! » Une sacrée responsabilité. D'autant que bon nombre de leurs missions relèvent uniquement de leur compétence. « Prenons un exemple tout simple, poursuit la fonctionnaire. Quand un élève est atteint de troubles de l'apprentissage, nous sommes les seuls "habilités" à délivrer un certificat pour la mise en place d'un plan d'accompagnement personnalisé (PAP), et capables de proposer des aménagements spécifiques pour l'enfant en concertation avec les équipes pédagogiques. De fait, la pénurie de médecins place certains parents dans des situations extrêmement pénibles ». Autre tâche un peu moins connue encore : la délivrance d'une autorisation spécifique, par le médecin scolaire, pour les mineurs en formation professionnelle. « Dans ce cadre, les jeunes sont parfois amenés à manipuler des machines dangereuses. Sans notre accord, c'est interdit. Ce sont des travaux réglementés qui nécessitent une visite de notre part dans les ateliers, et il est difficile de la déléguer à quelqu'un d'autre ».

Une carrière en constante évolution

La variété de l'activité a toujours passionné Marianne Barré, et c'est aussi ce qui l'a poussée à rester au sein de l'Éducation nationale. Elle voudrait la voir davantage mise en exergue pour inciter les plus jeunes à prendre la relève. « Certes, je pense que le nerf de la guerre, c'est l'argent. Nous sommes les médecins salariés les plus mal payés, si l'on compare nos grilles avec celles de la protection maternelle et infantile ou de la médecine du travail, poursuit-elle. Mais la particularité de la médecine scolaire, c'est aussi l'évolution de notre métier dans le temps. Sur le handicap, par exemple, c'est le jour et la nuit. Quand j'ai commencé en 1993, les premières classes d'intégration scolaire ont vu le jour. Puis, l'intégration individuelle des enfants a aussi été développée. Les parents qui ont refusé que l'on oriente leur enfant dans un institut médico-éducatif dès la maternelle pour ne plus jamais en sortir ont fait bouger les lignes. Grâce à leur vécu, nous nous sommes aperçus que cette pratique ne correspondait pas aux besoins des enfants. Notre façon d'instruire les dossiers a dû changer. Et en quelques années, nous avons fait de grands bonds en avant. C'est extrêmement gratifiant ».

”

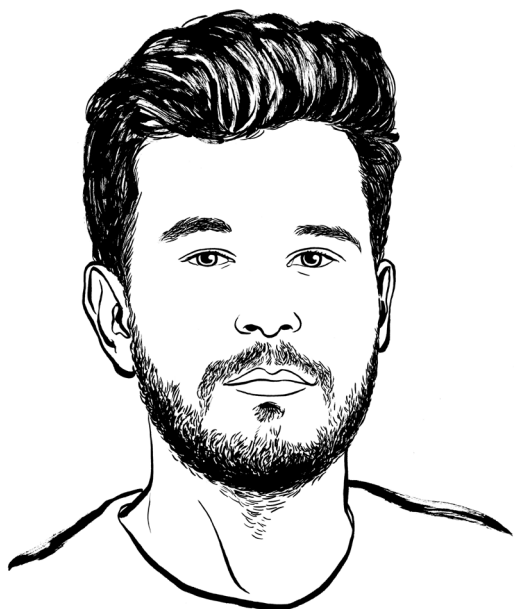


EN SAVOIR PLUS :

Internet Site du Syndicat national des médecins scolaires et universitaires : snmsu.unsa-education.org

66

CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



À Marseille, **Rachid Zerrouki** enseigne en Segpa auprès de collégiens en grande difficulté scolaire. Il se bat pour changer le regard porté sur eux. *Les Incasables*, son premier ouvrage, participe de cette lutte.

“Prof de Segpa, et fier de l’être”

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN

Mépris de classe

« Il faut avoir, au moins une fois dans sa vie, connu l’humiliation dans ce qu’elle a de plus âpre pour comprendre l’élève en échec scolaire », écrit Rachid Zerrouki, professeur depuis six ans, dans *Les Incasables*. Un livre qui nous plonge dans le quotidien d’une année de classe de Segpa (section d’enseignement général et professionnel adapté), à Marseille. L’auteur y partage ses doutes, ses questionnements, ses tâtonnements, et malgré toutes les difficultés, l’espoir qu’enfin, l’on puisse voir ces élèves tels qu’ils sont vraiment. Car ces jeunes sont victimes de préjugés blessants. Rasent les murs, et ferment la porte au collège pour éviter qu’on les surprenne « dans la classe des débiles ». Si Rachid Zerrouki se sent si proche d’eux, c’est que lui aussi a connu cette humiliation. Non pas en France, mais au Maroc, dont il est originaire. La famille se découvrant subitement un grand-père français, Rachid Zerrouki peut alors fréquenter gratuitement l’école française de Fès, où, à son grand étonnement, les professeurs sont rassurants, ne frappent pas les élèves et leur offrent même des fournitures scolaires. Une violence en remplaçant une autre, c’est celle du

mépris de classe qu’il prend en pleine figure. Boursier, issu d’un milieu très modeste, le voici soudain plongé dans l’univers de la riche bourgeoisie marocaine. Un choc culturel plus fort que lorsqu’il viendra ensuite en France poursuivre sa scolarité au lycée. Mais la comparaison s’arrête là. Contrairement à ses élèves de Segpa, frappés par les inégalités sociales, Rachid Zerrouki estime qu’il a, lui, eu de la chance, avec des parents très présents qui subvenaient à ses besoins, même s’ils ne roulaient pas sur l’or. Son père, professeur de SVT retraité, a toujours pris le temps de lui réexpliquer des notions incomprises et sa mère de le réveiller avec un chocolat chaud. « À moi, l’école a tout donné », écrit-il, tout en étant conscient du capital culturel qui lui a facilité les apprentissages.

Plaisir d’enseigner

Une fois en France, Rachid n’a qu’un but : avoir son bac. « Je n’avais pas de rêve, donc pas de désillusion ». Il obtient un bac S et entre en IUT hygiène, sécurité, environnement pour travailler dans la recherche. En licence, un stage dans une école primaire lui fait découvrir le plaisir d’enseigner et ravive le lien profond qu’il a toujours entretenu avec l’école. Dans son livre, au fil des pages, il cite philosophes, sociologues, pédagogues... « Je suis un peu jaloux des références littéraires et sociologiques que ces auteurs peuvent avoir. Ce n’est qu’une fois mes études terminées que j’ai réalisé que j’aurais pu aller plus loin pour profiter d’une source intarissable de savoir. » À lire *Les Incasables*, il aurait été dommage que la science prive les élèves de Segpa de ce professeur qui n’a qu’une motivation : les élever. En adaptant *Antigone* pour qu’il puisse eux aussi jouer ce texte, en les faisant correspondre avec des personnes âgées d’une maison de retraite, en leur faisant découvrir les Calanques de Cassis... En bref, un professeur qui garde de l’ambition pour eux. « Oui, ils subissent des inégalités sociales énormes, mais il faut les prendre pour ce qu’ils sont : des élèves comme les autres. Et si des handicaps naissent de ces inégalités, donnons-nous les moyens d’y répondre ! Moi je n’ai que des armes pédagogiques », regrette ce passionné qui rêve d’un aréopage de spécialistes pour soutenir les élèves les plus fragiles. Aujourd’hui, avec délicatesse et humanité, Rachid Zerrouki ouvre grand la porte de sa classe. Il veut « donner à voir et à ressentir » pour lutter contre les idées reçues. « Quand mes élèves le liront, j’espère qu’ils sentiront qu’ils y sont bien représentés » s’inquiète-t-il. Une façon aussi de les remercier d’avoir donné un sens à son métier.

99



EN SAVOIR PLUS :

À lire *Les Incasables*, août 2020, éditions Robert Laffont, 19 €.

“

CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



À elle seule, **Samia Bounouri**,
infirmière scolaire, doit assurer le suivi
de 1800 élèves répartis sur un collège et trois
groupes scolaires.

“Mon infirmerie, leur refuge”

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN

Un début de carrière trop solitaire

Samia Bounouri se souviendra longtemps de ses débuts d'infirmière scolaire, « désespérément seule, perdue, isolée ». Elle vient de passer le concours de l'Éducation nationale, et son premier poste se trouve à Bondy, en Seine-Saint-Denis, à deux heures trente de chez elle en transports en commun. « On m'a juste remis les clés de l'infirmerie. J'ai tenté de comprendre l'organisation en ouvrant les tiroirs », dit-elle. Il n'y a personne pour lui présenter les différents partenaires avec lesquels elle va devoir travailler ; personne pour lui expliquer le dépistage de l'acuité visuelle et auditive ; personne pour l'éclairer sur le projet d'accueil individualisé... Le tutorat par une collègue, l'aide du médecin scolaire, ou la formation au métier, elle en bénéficiera bien plus tard, après avoir eu l'impression de se noyer. Pourtant, Samia n'est pas une débutante. Elle a exercé plusieurs années à l'hôpital, dans un service de réanimation pédiatrique, aux urgences. Elle a dirigé une crèche durant cinq ans.

« Mais beaucoup de mes nouvelles missions n'avaient rien à voir avec ce que je faisais auparavant. J'avais besoin de comprendre où était ma place dans ce nouvel environnement. » D'autant que le nombre d'élèves qu'une infirmière scolaire doit suivre donne le tournis. En moyenne, en France, chacune suit 1 500 élèves, bien souvent répartis sur plusieurs établissements.

Un an plus tard, Samia se syndiquait pour défendre une profession qu'elle juge maltraitée par l'Éducation nationale. Ces mêmes raisons qui l'ont fait quitter l'hôpital public après un week-end de garde seule avec trente patients en hématologie. « Ma hantise était d'avoir commis une erreur dans la préparation des chimio », angosse-t-elle encore. Un cauchemar qui la pousse à démissionner.

Des conditions de travail ahurissantes

Aujourd'hui, cela fait quinze ans qu'elle officie à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis, et se sent portée par les besoins immenses des enfants qu'elle accueille dans son infirmerie, « entre trente et cinquante passages par jour », confie-t-elle. « Ce lieu est leur refuge, il ne m'appartient pas. Je les accueille avec bienveillance, sans jugement, et les félicite toujours d'être venus me voir. » Les problèmes sont nombreux en Seine-Saint-Denis : une santé des jeunes dégradée, avec des familles en situation difficile ; un accès à la pornographie très précoce, avec des prises de risque sexuel ; le fléau du cyber harcèlement... Samia a l'impression de « passer d'une urgence à l'autre », sans possibilité « d'assurer un suivi correct », étant donnée la taille de son secteur. L'arrivée du Covid n'a rien arrangé et a rendu d'autant plus insupportables les conditions dégradées dans lesquelles elle travaille. « La vitre de l'infirmerie d'un des groupes scolaires était cassée et a été remplacée par une planche de bois. Impossible d'aérer la pièce ! » Dans une autre école, l'infirmerie a été réquisitionnée pour en faire une salle de classe. « Je me suis retrouvée dans l'ancienne salle informatique qui servait de débarras, avec une table sans chaise ». Sans compter le manque de masques et de gel hydroalcoolique qui l'oblige à utiliser son propre matériel. Malgré tout, elle garde la foi, grâce au travail d'équipe, grâce à l'action syndicale. « On est là pour toi », glisse-t-elle à l'oreille des élèves qui franchissent sa porte. L'institution a beau être défaillante, l'enfant, à ses yeux, reste au centre.

”



EN SAVOIR PLUS :
Internet snics.org



CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



Jonathan Fussi, 39 ans, militant FCPE à Colombes (92) et responsable du conseil local de l'école Marcel Pagnol, témoigne de son expérience. Avec une énergie fédératrice.

L'école publique chevillée au cœur

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

« Je milite à la FCPE depuis dix ans, depuis le jour où mon aîné est rentré en petite section. » Quand il s'agit d'engagement, Jonathan Fussi, comédien de son état et militant associatif convaincu – en faveur du vélo, notamment – n'est pas du genre à tergiverser. « J'avais des connaissances qui avaient des enfants plus grands et qui m'ont suggéré d'adhérer, dit-il. Ce qui m'a motivé, c'est de pouvoir porter un regard sur le système éducatif à l'échelle globale. C'est pourquoi mon choix s'est porté sur une fédération nationale. Et puis, j'ai moi-même été élève à Colombes, il y a trente ans, j'ai fréquenté les mêmes écoles que mes enfants, alors je voulais savoir comment les choses ont évolué. » D'emblée, certains sujets lui sautent aux yeux, avec ce sentiment, parfois, que les erreurs se répètent. « Je ne comprends pas que la réforme des rythmes scolaires, par exemple, n'ait pas fonctionné. Comme beaucoup de gens, je vois mes enfants arriver exténués le soir, parce que les journées sont trop longues. Certains de nos voisins européens pourraient être des modèles

à suivre... Mais nous, on a complètement échoué. Pour moi, c'est un enjeu majeur et c'est là que la FCPE peut avoir un poids institutionnel, juridique, etc. » À condition de ne rien céder, bien sûr, à "l'aquibonisme" ambiant. « Plus on avance, plus on a du mal à mobiliser de nouveaux parents, reconnaît-il. Les milieux associatifs et politiques souffrent de la même difficulté, il y a une peur de s'engager et le sentiment, aussi, qu'on n'a pas de pouvoir et qu'on ne peut rien changer... » Lui est convaincu du contraire, même s'il sait que la marge de manœuvre est limitée. « Moi, j'incite les gens à être dans le dialogue. Plus on est en lien avec les institutions (la mairie, le rectorat, etc.), plus on assoit notre légitimité et plus on peut faire remonter les informations. Certes, ça peut prendre des années, avant d'obtenir un résultat, mais il faut continuer à le faire. Sinon, c'est un abandon de l'école publique. » Car la hantise de Jonathan Fussi est bien celle-là : « cette fuite vers l'école privée » qu'il constate chaque jour... « Je suis toujours stupéfait quand je reçois des mails de nouveaux arrivants sur la commune, des gens qui viennent d'acheter un bien immobilier à Colombes et dont le premier réflexe est de nous écrire pour nous demander : "Est-ce que votre école est une bonne école ?" Je leur réponds : "Cette école est une école de la République, elle est la même que celle d'à côté !" »

« Il n'y a pas de petits engagements »

Défenseur de la mixité sociale, combattant des inégalités scolaires... Jonathan Fussi voit rouge, aussi, lorsque la presse magazine sort ses fameux classements de collèges et de lycées. « C'est affligeant, d'autant plus que ça a un impact, ça influence le choix des gens. » Alors le militant redouble d'énergie pour cultiver le dialogue, sans jugement. « Être un trait d'union, dit-il, entre les parents – leurs inquiétudes, leurs préoccupations – et l'institution scolaire. » Car, il le sait, l'objectif crucial aujourd'hui est de redonner ses lettres de noblesse à l'école publique en retrouvant la confiance des usagers. D'ailleurs, sa conception du militantisme est marquée par une dimension parfois négligée : la convivialité. « Il faut qu'il y ait du plaisir à se retrouver, à échanger, dit-il. Les sujets que l'on aborde sont déjà difficiles, s'il n'y a pas de plaisir, ça ne peut pas fonctionner. » De même, rien ne sert de se mettre la pression sur un niveau d'action. Exit l'adhérent modèle, toutes les volontés sont les bienvenues. « Il n'y a pas de petits engagements, lance Jonathan Fussi. Si un parent n'est présent qu'une fois tous les trois mois pour un café de parents devant l'école, c'est très bien. Chacun arrive avec le temps dont il dispose et ses compétences. C'est comme ça qu'on avance. »





CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



Émilie Hanrot, 47 ans, enseignante en petite section de maternelle à Paris, fait un tabac sur les réseaux avec ses vidéos baptisées « Kiffer l'école ». Elle y raconte son quotidien et partage sa vision de l'éducation.

“Ouvrir les portes de la classe”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Que dire pour que les enfants écoutent ? Comment accompagner ceux qui tapent, crient, poussent ? Que sont les fonctions exécutives ? Face caméra, regard doux et sourire aux lèvres, Émilie distille observations (éclairées) et conseils (avisés). Avec pour bagages son expérience de maîtresse – elle est diplômée depuis 2004 – une passion pour l'éducation et une envie de la partager. Car, elle le dit avec humilité : « Je n'ai rien inventé, j'ai lu beaucoup de livres de psychologues, de médecins, de psychiatres, de neuroscientifiques et je donne à voir ce qui a marché pour moi. » Tout a commencé sur YouTube pendant le confinement. « J'étais dans une super école en REP à Paris et les parents avaient tous des portables, mais pas forcément un ordinateur. Le plus simple était de faire une petite vidéo quotidienne en leur proposant une activité à faire avec leur enfant. Je me suis prise au jeu, j'avais de très bons retours des parents. » Elle décide alors de rendre ses vidéos publiques. Le décollage est fulgurant. Très vite, des milliers d'internautes s'abonnent. Elle en compte aujourd'hui 80 000 sur Facebook et YouTube, 110 000 sur TikTok

et près de 200 000 sur [Instagram](#), et certaines de ces vidéos ont été vues plusieurs millions de fois.

On sait "quoi" enseigner, mais pas "comment"

Le plus étonnant, ce sont les remerciements qu'Émilie reçoit. Des dizaines de messages par semaine, parfois des centaines les jours où elle poste ses vidéos. « Beaucoup de jeunes profs ou de postulants au concours, dit-elle, qui me disent que ça les a beaucoup aidés parce que je montre ce qui se passe dans la classe. » Auteure d'un ouvrage publié en 2014 (*C'est quand la récré ?*, Publibook), l'enseignante, elle-même maman de trois enfants, l'avait déjà constaté : nombreux sont ceux qui aimeraient être une « petite souris » pour voir l'école de l'intérieur ; comprendre ce qu'on attend des élèves, savoir quelle attitude on adopte quand ils réussissent ou quand ils ratent... « Ce qui manque dans nos formations, c'est du concret, ajoute-t-elle. On nous apprend ce qu'il faut enseigner, dans quel ordre, on parle d'objectifs et de compétences, mais on nous dit pas comment faire quand un élève se met debout sur sa table et dit "j'ai pas envie de travailler", quand il y en a deux qui se disputent, quand un élève saccage son travail, quand personne n'écoute la maîtresse... »

Le pouvoir des mots

Elle, d'ailleurs, a ressenti le besoin de se former davantage. À la communication non violente (CNV) notamment. Car, c'est bien cette voie-là qu'elle choisit de mettre en avant : l'apaisement plutôt que les remontrances, par exemple, lorsqu'un élève est en crise. « On sait que se mettre debout au-dessus d'un enfant qui hurle et hurler plus fort que lui, ça ne marche pas. » Avec l'objectif de bâtir un climat de classe le plus serein possible, aussi bien d'ailleurs pour les adultes que pour les enfants eux-mêmes. « Quand va-t-on enfin évoquer l'importance des compétences psychosociales ? s'anime-t-elle. La problématique du harcèlement scolaire est en couverture de tous les journaux mais quand va-t-on réaliser que se parler, ça s'apprend ! » L'empathie, voilà un autre mot que l'enseignante emploie volontiers. Pour dire à quel point la manière dont on s'adresse aux enfants impacte leur épanouissement. Dans l'une de ses vidéos – celle qui a fait le plus de vues – Émilie raconte comment une élève de CP en échec dans ses apprentissages est revenue vers elle des années plus tard pour la remercier de l'avoir qualifiée de « rayon de soleil de la classe » dans un bulletin scolaire. Des mots réconfortants comme un carburant pour l'estime de soi. Car, Émilie le sait : kiffer l'école, c'est précieux...





CEUX QUI FONT L'ÉCOLE



Mohamed Rokia, 60 ans, est accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) depuis 2021, à Armentières (Nord). Un passionné, malgré la précarité de son statut et le manque de reconnaissance des pouvoirs publics.

“Donner plus de moyens à l'inclusion”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Une colère qui gronde partout sur le territoire, 42 000 enfants en situation de handicap encore sans accompagnement à la fin du mois d'octobre et des parents épuisés, contraints de pallier les manques d'un système à bout de souffle... Mohamed Rokia regarde la situation avec désolation. Lui qui, comme la plupart de ses collègues, aime son job et l'exerce avec passion. Lui qui sait, aussi, l'importance d'être aux côtés des enfants porteurs de handicap pour que l'inclusion soit une réalité. « Notre métier manque de reconnaissance, dit-il. Lorsqu'on s'investit pleinement, c'est un travail intense, qui demande beaucoup d'énergie, et malgré cela, notre statut reste très précaire et le salaire n'est pas à la hauteur. » Pour cet ancien gymnaste de haut niveau, tout commence en 2021, alors qu'il cherche à rebondir professionnellement et qu'il entend pour la première fois ces quatre lettres : AESH. « Je ne savais pas ce que c'était », avoue-t-il. Mais tout de suite, l'idée l'intéresse. « J'avais été éducateur sportif

auprès d'enfants, d'adultes et de personnes âgées, et j'ai toujours été curieux d'acquérir des connaissances, surtout dans le domaine de l'enseignement. J'ai vu cette prise de poste comme une opportunité, la chance de pouvoir vivre une expérience nouvelle. »

« On sait que rien n'est acquis »

La formation est succincte (60 heures), mais c'est sur le terrain que Mohamed va tout apprendre. « La première année, j'ai été nommé en école primaire, dans une classe de CM2 où je m'occupais d'un enfant autiste, raconte-t-il. Ça s'est très bien passé car, dès le début, j'ai eu affaire à un enseignant empathique, très sensible à la question du handicap. » En 2023, changement de public, Mohamed est nommé au collège Jean Rostand. « Il faut jouer le jeu. Dès le départ, on sait que rien n'est acquis, on se doit d'aller où on a besoin de nous », dit-il. Il se montre enthousiaste, comme toujours. Très vite, d'ailleurs, son dynamisme et son tempérament altruiste vont le distinguer. « On m'a proposé d'augmenter mon quota d'heures, explique-t-il. Je suis passé de 24 heures à 30 heures, auxquelles se sont ajoutées 9 heures en tant qu'assistant d'éducation (AED). » Accueil du matin, présence en classe, surveillance du réfectoire durant la pause méridienne, Mohamed est sur tous les fronts... Un emploi du temps costaud, mais qui lui permet de joindre les deux bouts. Pour ses 30 heures en tant qu'AESH, il touche 1232 € net par mois, quand le contrat de base, celui que signe la plupart des AESH, plafonne à 24 heures, soit moins de 1000 € par mois.

Un objectif, le bien-être de l'élève

Cette année, Mohamed accompagne cinq élèves, de la 6^e à la 3^e. Des profils différents – un enfant présentant un TDAH¹ avec des troubles du comportement, des élèves porteurs de dyslexie, entre autres – auxquels il doit s'adapter. « J'achète des livres pour m'informer et les accompagner au mieux, explique-t-il. Et puis j'échange beaucoup avec les autres membres du personnel éducatif ; les autres AESH, les enseignants, les CPE², etc. » Une communication précieuse pour ce père de deux grands enfants, âgés de 37 et 34 ans, qui cherche à mettre toutes les chances de son côté pour faire réussir les élèves. « L'idée est d'établir une relation de confiance avec chacun d'eux en les encourageant et en les valorisant, dit-il. Il y a des hauts et des bas mais quand ils sentent que l'on croit en eux, ça les touche énormément. Mon objectif, c'est leur réussite et leur bien-être. Je veux qu'ils se sentent bien en venant au collège. »

(1) Trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH).

(2) Conseiller principal d'éducation.



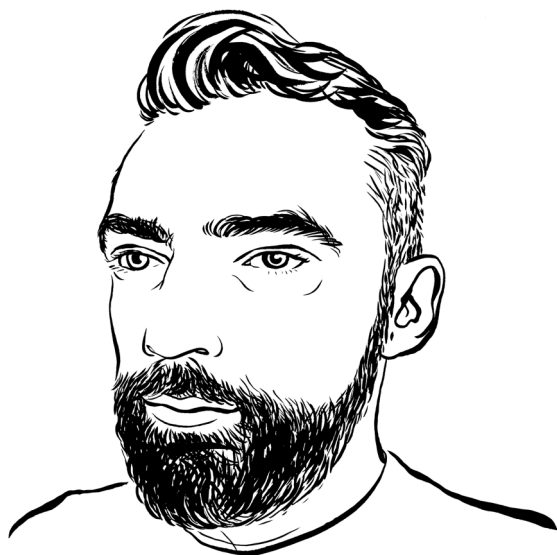
Portraits

de ceux qui défendent l'école !

Défendre l'école publique, c'est aussi **parler plus fort** pour ceux qui le peuvent moins. Contre la pollution, les écrans, les inégalités, ces témoignages rappellent l'urgence d'agir dans l'intérêt des élèves en priorité.



CEUX QUI DÉFENDENT L'ÉCOLE



Mathias Triballeau, 39 ans, père de deux enfants, est président de la FCPE Vendée.

Un engagement placé sous le signe du combat et de l'optimisme.

“Aider les parents à prendre leur place”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Une fibre militante

« Je viens d'un milieu populaire et je dois beaucoup à l'école, explique Mathias Triballeau. Pour moi, il y a deux piliers dans la société qui permettent de pallier les inégalités de départ, ce sont la culture et l'éducation. J'ai la chance de travailler dans le domaine culturel (en tant que chargé de production et régisseur général dans le spectacle vivant), il me paraissait important de m'investir aussi pour l'école ! » Des convictions ancrées et un souci de l'intérêt commun ; voilà ce qui a amené ce natif de la Roche-sur-Yon vers la FCPE.

Pourtant, il n'a pas franchi le pas immédiatement. « Dès l'entrée à l'école de mes enfants ; Yarah et Pablo, aujourd'hui âgés de 8 et 6 ans, je suis devenu représentant des parents d'élèves. Mais au début, je n'étais pas affilié, indique-t-il. Et puis, il y a eu

un problème à l'école : des changements de classe en pleine année scolaire pour pallier un problème d'effectifs... Je me suis tourné avec d'autres parents vers la FCPE pour obtenir un conseil et du soutien. On a eu un très bon accueil, ce qui nous a convaincu de nous engager. »

Défendre l'école publique

Ainsi, lorsqu'on lui propose de se présenter à la présidence du Conseil départemental des parents d'élèves (CDPE) en novembre dernier, Mathias se lance. « C'est très chronophage, mais c'est passionnant, reconnaît-il. Il y a à la fois un travail de représentation (auprès de la presse, des institutions), une mission d'information et de coordination, mais aussi de veille et d'analyse de l'actualité pour comprendre les dossiers, savoir ce qui se passe aussi bien au niveau national que localement, indique-t-il. En Vendée, l'un de nos combats est de soutenir l'ouverture d'écoles publiques car nous sommes un département touché par une grande dualité public/confessionnel : 66 communes du département sont encore sans école publique. » Sans compter d'autres dossiers brûlants qui occupent les 2 300 militants FCPE, au sein des comités locaux vendéens. Par exemple : l'abaissement des seuils d'ouverture de classe dans le premier degré ou le respect des notifications d'assistants de vie scolaire pour les élèves en situation de handicap.

Objectif formation

Mais pour cet amoureux du spectacle vivant, présider un CDPE est aussi l'occasion de partager une « autre » aventure humaine et collective. « On fait beaucoup de belles rencontres car de nombreux parents nous sollicitent, au-delà même des adhérents FCPE et au-delà même de l'établissement de nos enfants, dit-il. Cela permet non seulement un échange d'expériences mais une prise de recul sur les situations que l'on peut connaître. » Mathias l'affirme d'ailleurs : la formation des représentants de parents, affiliés ou non, est une priorité, afin de les aider collectivement à prendre leur place dans l'école : « Cela me semble crucial pour comprendre les droits et les devoirs du représentant de parents d'élève, savoir la manière dont on peut intervenir en conseil d'école pour défendre l'intérêt des élèves, et les leviers que l'on peut actionner afin de devenir un contre-pouvoir constructif. » Une façon, aussi, de créer une dynamique et de démontrer l'intérêt de se fédérer...



EN SAVOIR PLUS :

Internet <http://85.fcpe-asso.fr/>



CEUX QUI DÉFENDENT L'ÉCOLE



Nathalie Baneux termine son mandat de présidente de l'UCL FCPE de Montreuil, mais doit mener une dernière bataille pour la santé des enfants.

“La pression policière et judiciaire est inadmissible”

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Une dernière action médiatique

« Je mène toutes les batailles jusqu'au bout. C'est ma personnalité. Et face à l'usine toxique de Montreuil, la mobilisation dépasse mon engagement de parent d'élève. Alors, même si j'arrive à la fin de mon mandat de présidente, je continuerai à suivre les actions en tant que citoyenne engagée dans la vie publique locale ». Nathalie Baneux, 49 ans, est depuis près de sept ans à la tête de l'Union de coordination locale des parents d'élèves FCPE de Montreuil, qui fédère plus de 35 conseils locaux sur les 62 écoles que compte la ville. Un investissement bénévole qui prendra fin cette année, car la benjamine de ses deux filles termine sa scolarité. Et ce ne sera

pas facile pour les autres administrateurs de l'UCL de perdre un de leurs piliers, alors même que les parents ont décidé de mener la fronde contre la SNEM (Société nouvelle d'eugénisation des métaux), une usine polluante située à quelques mètres des groupes scolaires Jules-Ferry et Anne-Frank et d'un futur collège en construction.

L'affaire a fait grand bruit en septembre, car une vidéo montrant les violences policières infligées aux manifestants qui bloquaient le bâtiment vétuste a fait le tour du web. Bilan : deux parents d'élèves retenus en garde à vue, et six blessés avec des séquelles inquiétantes. « La pression policière et judiciaire sur les parents d'élèves est inadmissible, martèle Nathalie Baneux, sourcils froncés. Nous sommes des lanceurs d'alerte, et nous demandons l'application du principe de précaution. Pourquoi le préfet envoie-t-il les forces de l'ordre ? C'est la santé de nos enfants, celle des professionnels qui travaillent depuis tant d'années dans les écoles, celle des riverains aussi, qui est en jeu. Les analyses pratiquées par le laboratoire central de la préfecture police, alors même que nous les trouvons contestables dans leur méthodologie, ont révélé des taux anormalement élevés de chrome VI, un produit cancérigène interdit. Nous n'avons pas besoin de communiqués de presse pour nous rassurer, nous demandons la fermeture de l'usine et une décontamination des sols ».

Un grand écart préoccupant

Et les tentatives d'intimidation n'entament pas le moral des troupes. La motivation de Nathalie, formatrice en anthropologie et en sociologie, n'en est que plus aiguisée. Car rassembler autour d'une cause ne lui fait pas peur. « Ce qui m'a plu au sein de l'UCL, c'est d'avoir réussi à faire travailler les gens ensemble, explique-t-elle. Avoir placé la FCPE en position de partenaire incontournable, sérieux et légitime me fait vraiment chaud au cœur. Au-delà de ce conflit, défendre l'école publique a toujours été ma préoccupation, car je constate que le fossé se creuse de plus en plus entre les parents et l'institution ». Elle conclut : « Les attendus de l'école, le sens des apprentissages ne sont pas compris des familles. Un jour, nous nous sommes amusés à compter les abréviations à connaître pour l'entrée au collège, nous avons arrêté notre liste à 500 mots abscons ! Il est urgent que l'Éducation nationale adapte son langage, donne les codes. »



EN SAVOIR PLUS :
Internet fcpe-ucl-montreuil.fr



CEUX QUI DÉFENDENT L'ÉCOLE



Nora Hamadi, journaliste-présentatrice sur Arte, anime des ateliers d'éducation aux médias et à l'information. Elle participe au projet FCPE « 10 idées pour bousculer la rentrée ».

Aider les jeunes à se réapproprier leur histoire

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

L'engagement chevillé au corps

« Quand vous venez de quartier populaire et que vous êtes "racisée", le combat de l'égalité des chances et de la justice sociale, c'est un préalable à toute action. » Née à Longjumeau, en Essonne, Nora Hamadi pressent pourtant que deux options s'offrent à elle : « Se sauver toute seule sans que rien ne se passe ou mettre un pied dans la porte, l'ouvrir en grand, puis créer une autoroute pour tous ceux qui viennent derrière. » Pour la jeune femme, l'équation est vite résolue. Histoire familiale oblige : « Je viens d'une famille de militants. Ma mère, notamment, a été engagée pendant de longues années auprès de la FCPE ». Réunions à la maison, conseils d'école, occupation du collège, Nora est « biberonnée » aux valeurs de mixité sociale et de lutte contre les inégalités. Une fois son DEA de sciences politiques en poche (et peu après le début de sa carrière de journaliste en

2005), elle s'engage à son tour, via l'animation d'ateliers-débats sur les questions de racisme et de discrimination en direction des jeunes issus de banlieues et de zones rurales.

Le journalisme « en mode passeuse »

Sa passion : transmettre. « Je pratique le journalisme en mode passeuse, dit-elle. Quand on est journaliste, on est comme un tuyau, on a pour mission de rendre simples des faits ou des idées compliqués pour que le commun des mortels se les approprie. » Un métier « découvert par hasard », où elle a vite imposé son style – vif et flamboyant – d'abord sur la chaîne iTélé, puis sur la chaîne parlementaire Public Sénat en 2009. Et enfin, depuis 2018, sur Arte, via l'émission « Vox Pop », une immersion hebdomadaire dans la société européenne. Sans pour autant zapper son engagement. En 2015, elle devient présidente du collectif Œil (des photographes engagés) et corédactrice en chef du magazine *Fumigène*, un trimestriel sur l'actualité politique, sociale et culturelle vue des quartiers populaires, à travers lequel des ateliers d'éducation aux médias et à l'information s'organisent. L'idée : « Faire émerger une génération de jeunes gens et les inciter à prendre la parole, explique-t-elle. À raconter une autre histoire que celle que l'on calque sur eux. »

Déconstruire les représentations

Car cette boulimique de spectacle vivant en est convaincue : « C'est en la faisant que l'on comprend comment l'information (et donc la désinformation) se fabrique. Pas avec des cours magistraux. » Identifier le bon interlocuteur, préparer une interview, trouver les infos et les chiffres pour poser les bonnes questions. Mais aussi participer à des conférences de rédaction où tous les sujets d'actualité sont abordés et débattus. De quoi développer son sens critique et plus largement, déconstruire les représentations (celles dont on est victime et celles que l'on a sur les autres). Mais cette problématique n'est pas l'apanage des quartiers populaires. C'est pourquoi l'idée que la journaliste a proposée à la FCPE est de dupliquer le modèle et de le diffuser au maximum sur le territoire. « Le projet est de créer des médias citoyens à l'échelle d'un bassin de population, pas seulement d'un établissement scolaire, explique-t-elle. Réunir des jeunes issus de tous les milieux (écoles publiques et privées, zones urbaines, périurbaines et rurales, etc.) et, avec l'aide de profs, de bibliothécaires-documentalistes, d'acteurs de l'éducation populaire et de journalistes professionnels, se lancer dans l'aventure. » Alors, prêts pour la conf' de rédac' ?



EN SAVOIR PLUS :
[Internet fumigene.org](http://Internet.fumigene.org)



CEUX QUI DÉFENDENT L'ÉCOLE



Co-auteure d'une tribune parue dans Le Monde¹ à l'attention de Gabriel Attal, l'actrice-romancière Isabelle Carré, 52 ans, s'engage pour redonner à l'écrit ses lettres de noblesse.

“Redonnons aux enfants le plaisir d'écrire”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Pendant longtemps, elle a servi les mots des autres. Au cinéma et au théâtre, où sa présence sensible, puissante et délicate, s'est toujours distinguée. Puis un jour, elle a décidé de chercher aussi ses mots à elle. Et de les poser sur le papier. « C'était en 2015, j'ai suivi un atelier d'écriture animé par Philippe Djian, chez Gallimard, qui s'appelait *Marcher sur la queue du tigre*. » De là, elle se met à écrire chaque jour. « C'est vraiment la clé pour se sentir libre dans l'écriture », dit-elle. Mettre en route la mécanique et ne plus s'arrêter. Trois romans adviendront. Et une conviction chevillée au corps : l'écriture est un moteur puissant d'émancipation. Alors, quand on lui propose d'animer elle-même des ateliers, elle se lance sans hésiter. À Sciences-Po d'abord, auprès d'étudiants. Puis à la Maison de Solenn avec des adolescents en grande difficulté. Et l'été dernier, à la médiathèque de Biarritz, toujours en direction d'adolescents et aux côtés de la journaliste Delphine Saubaber, prix Albert Londres, qui a mis sa carrière entre parenthèse pour animer, justement, des ateliers d'écriture en direction des enfants.

Un besoin immense de s'exprimer

À Biarritz, le thème choisi est *le monde de demain*. Il fait mouche. « Je me suis rendu compte qu'il y avait chez cette jeunesse une angoisse, une difficulté à se projeter dans l'avenir, beaucoup d'éco-anxiété et un besoin immense de trouver un espace pour exprimer ces questionnements », explique l'artiste, elle-même maman de trois enfants. La résonance est telle que les deux femmes décident de ne pas en rester là. Durant l'été, elles lancent un projet de tribune pour dire à quel point il est urgent de redonner à l'écrit une place centrale. Des personnalités aussi diverses que Boris Cyrulnik, Delphine Horvilleur, Jamel Debbouze ou Élisabeth Badinter répondent présent. « Une grande partie de nos enfants ne lisent plus et peinent à écrire. Ils peinent à écrire au sens d'articuler leur pensée et de raisonner », s'alarment les signataires, évoquant « la toute-puissance des écrans et l'expansion fulgurante de l'intelligence artificielle » qui accentuent l'inquiétude. « Face à cela, il faut donner aux jeunes générations des armes pour développer leur esprit critique et déployer leur vision du monde, précise Isabelle Carré. Et ces armes, ce sont les mots, le langage, la pensée. »

Vers une école plus créative

Leur « méthode » : l'écriture créative². « Un concept très connu dans les pays anglo-saxons, beaucoup moins en France ». Écrire à partir d'une émotion, d'une sensation, imaginer un animal fantastique, créer un calligramme façon Apollinaire (un poème dont les mots forment un dessin)... Bref, s'éloigner d'un univers scolaire (la traditionnelle dictée), qui malgré les initiatives de nombreux enseignants, demeure souvent très évaluatif et peu créatif. « Savoir écrire ne se réduit pas à aligner des phrases, mais à donner du sens à ce que l'on écrit », rappelle la tribune, qui réclame des changements profonds : la création, par exemple, dès le CE1, d'un temps obligatoire de trente minutes par jour d'écriture ou d'expression libre (écrire une lettre, un discours, un journal, un slam, une pièce de théâtre, etc.). « Gabriel Attal nous a reçus et des discussions sont engagées », indique l'actrice. En attendant, une fondation pour l'écriture devrait voir le jour, « pour fédérer les énergies – La Ligue de l'enseignement et un certain nombre d'associations sont déjà à nos côtés – et faire naître un maximum d'ateliers dans les établissements », espère Isabelle Carré. Pour elle, pas question de lâcher, le combat s'amorce à peine.

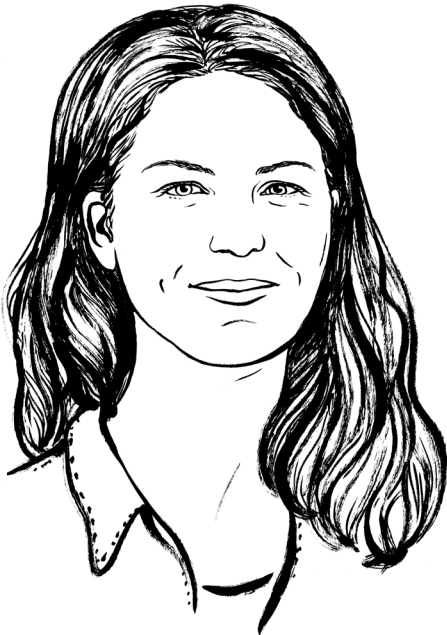


(1) Édition du 5 sept. 2023.

(2) delphinesaubaber.com



CEUX QUI DÉFENDENT L'ÉCOLE



Gaëlle Toulemonde, 34 ans, professeure d'histoire-géographie en collège, fait partie des 133 personnes tirées au sort ayant participé, en 2025, à la convention citoyenne dédiée aux temps de l'enfant.

“J’ai été bluffée par la beauté des autres citoyens”

Propos recueillis par MARIANNE PEYRI

« Lorsque j’ai reçu un appel pour me dire que j’avais été tirée au sort, j’ai cru que c’était un canular, puis a suivi un énorme enthousiasme, le doute aussi sur l’utilité de ces conventions, et enfin la conviction profonde que je ne pouvais pas rater le coche », confie Gaëlle Toulemonde, professeure dans un collège du Vercors. S’est posée aussi la question de sa légitimité. Issue d’un milieu aisé, cette jeune femme a de fait suivi un parcours de haut vol, prépa de lettres, puis École normale supérieure de Lyon. Après avoir hésité entre la recherche et la diplomatie, elle opte pour l’enseignement, devenant agrégée en histoire. « C’est dans ce domaine que je me sentais le plus utile, au plus près du terrain. Lorsque j’ai assisté à la première session de la convention, dans la sphère du CESE, je me suis dit finalement que je préférerais mille fois être à cette place de professeure et mère de famille qu’à celle de technocrate.

Une bienveillance incroyable

Pour cette aventure, Gaëlle a ainsi quitté le Vercors, son mari et ses 3 enfants, pour Paris, durant sept week-ends de trois jours, entre mai et novembre. Sa première impression ? « J’ai été bluffée » par la « beauté » des 132 autres « citoyens français » rencontrés, leurs engagements dans la société, par ce sentiment partagé d’avoir la chance de participer et « une bienveillance incroyable entre nous ». « Nous étions heureux de nous retrouver, à chaque fois et l’ambiance était géniale ». Parmi la variété des profils, elle se réjouit de la présence de personnes d’ATD-Quart Monde, association dans laquelle elle s’était engagée lors de ses études. « Ils ont énormément enrichi les débats », témoigne Gaëlle qui estime, par ailleurs, avoir appris beaucoup de choses lors des auditions d’experts.

Dépasser son point de vue personnel

Peu partisane d’un retour à la semaine de 5 jours de cours en primaire, « que je n’avais pas trop appréciée lorsque ma fille était en maternelle », Gaëlle raconte avoir changé d’avis au fil des présentations des chronobiologistes. « À la fin, j’avais dépassé mon point de vue personnel et je portais, lorsque je m’exprimais, le point de vue collectif », ajoute cette mère, qui se dit plus attentive depuis à la question des rythmes biologiques de ses enfants. En écho avec le rapport de la convention qui sera présenté à l’Assemblée nationale en janvier, elle partage aussi la revendication de dédier les matinées aux apprentissages théoriques et les après-midis aux pratiques sportives, artistiques et aux projets interdisciplinaires. « Je suis convaincue de la pertinence, pour le bien-être des adolescents, de démarrer les cours à 9h et de respecter, à midi, une pause de 1h30 », indique Gaëlle Toulemonde qui, dans la mini-conférence citoyenne qu’elle a organisée dans son collège, a entendu ces revendications de la bouche de ses élèves.

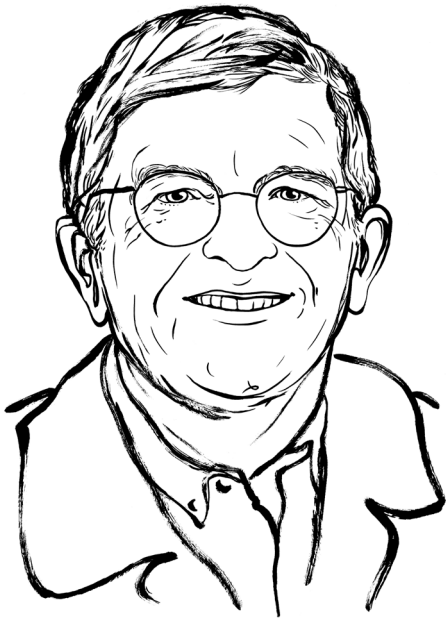
Sa participation a aussi été l’occasion d’être le porte-parole de sa profession, d’expliquer le sentiment de souffrance chez les enseignants... « Si les enfants ont en face d’eux des personnes qui vont mal, ils ne peuvent pas non plus aller bien. C’est un préalable, à toute réforme. » Enfin, parmi les préconisations de la convention, celle sur le renforcement du rôle des projets éducatifs de territoire, lui tient à cœur. « C’est, pour moi, un des moyens de casser les frontières entre le scolaire, le périscolaire et l’extrascolaire, de trouver d’autres moyens d’apprendre en associant tous les acteurs éducatifs. »



EN SAVOIR PLUS :
[Internet \[iece.fr\]\(https://iece.fr\)](https://internet.iece.fr)



CEUX QUI DÉFENDENT L'ÉCOLE



Dans son ouvrage¹, paru en 2025, **Jean-Paul Delahaye**, ex-n°2 du ministère de l'Éducation nationale, poursuit le combat d'une vie : la lutte contre les inégalités.

“Je préfère le choc des fraternités au choc des savoirs”

Propos recueillis par MARIANNE PEYRI

« Dylan, c'est un peu moi, soixante ans plus tard. J'ai été un de ces jeunes et j'ai toujours cette colère en moi », confie Jean-Paul Delahaye, évoquant l'un des personnages de son livre *Frapper les pauvres*. Dans ce roman, cet ancien haut fonctionnaire nous plonge dans la scolarité de Dylan du 9-3, qui rejoint un internat d'excellence à Paris, prenant conscience des inégalités de traitement du système éducatif français. « Comme lui, je suis issu d'un milieu populaire, même si, dans mon cas, c'était en milieu rural », poursuit l'auteur, né aux débuts des années 50, membre d'une fratrie de cinq enfants élevés par une mère seule, ouvrière agricole et femme de ménage. « Je sais ce qu'est un logement insalubre, malcommode pour faire ses devoirs, les restrictions financières, les difficultés pour se soigner... ». Comme Dylan, il fait aussi partie de ces « exceptions », dont la scolarité a été prise en charge, lorsqu'il a intégré l'École normale d'Amiens. « Comme lui, je n'oublie pas d'où je viens, et n'accepte pas les injustices. »

Les écarts de réussite restent scandaleux

La révolte chez lui, de fait est toujours bel et bien là. « Il y a eu des progrès depuis ma jeunesse. Désormais, 80 % d'une génération accède au bac contre 13 % en 1970 et le filet de protection sociale s'est amélioré pour les familles pauvres. Cependant, les écarts de réussite restent scandaleux. Les 25 % d'élèves en grandes difficultés scolaires sont issus des milieux populaires. » Jean-Paul Delahaye s'est ainsi employé, au cours de sa carrière, à déjouer ce déterminisme social, à force de travail, gravissant les échelons. Professeur de collège en lettres-histoire-géographie, devenu inspecteur général, il atteint aux débuts des années 2000, le cercle restreint des conseillers du ministre de l'Éducation, de Jack Lang, puis de Vincent Peillon.

De 2012 à 2014, devenu Directeur général de l'enseignement scolaire, il sera l'un des maîtres d'œuvre de la loi dite de refondation de l'école, axée sur la mixité sociale et la lutte contre les inégalités. « Je suis notamment fier d'avoir pu coordonner la refondation de l'éducation prioritaire avec un aménagement des services des professeurs en REP+ et d'avoir contribué à améliorer la lutte contre le décrochage scolaire. Là, il y a eu des progrès incontestables depuis cette réforme », glisse-t-il. De cette période d'action, au plus haut niveau de l'État, il garde cependant des regrets, notamment le manque de moyens alloués à la réforme des rythmes scolaires, « qui était propice à la réussite de tous les élèves et soutenue par les milieux populaires ». Ainsi en 2014, par loyauté envers ses convictions, il démissionnera lorsque l'application de la réforme sera détricotée par décret.

Une tétralogie pour enfoncer le clou

Pour autant, l'ex-n°2 du ministère de l'Éducation ne baissera pas les bras. Il publiera, en tant qu'inspecteur général, un vaste rapport sur la pauvreté et la réussite scolaire en 2015, puis en 2021, une autobiographie *Exception consolante*, suivie en 2002 d'un essai politique et de ce dernier roman. Une tétralogie avec, comme fil conducteur, les mêmes valeurs : l'égalité, la fraternité, la solidarité. « Le roman donne à voir et ressentir ce que les rapports officiels ne livrent pas toujours. C'est une façon d'enfoncer le même clou, mais avec des outils différents », ajoute Jean-Paul Delahaye qui s'inquiète des tentatives politiques et sociétales actuelles pour renforcer le tri et la sélection des élèves. « Aujourd'hui, il n'y a pas besoin d'un choc des savoirs, il y a besoin, plus que jamais, d'un choc des fraternités. »



(1) *Frapper les pauvres*, éditions de la librairie du Labyrinthe, 2025.

Portraits

**de ceux
qui font bouger
les lignes !**

Tous ont en commun d'avoir osé faire **un pas de côté** pour changer l'école et la société : inclusion, solidarité, lien familles-école. Ces pages racontent leurs initiatives qui ouvrent des possibles, et qui mériteraient d'être déployées à plus grande échelle.



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Guillaume Perennes, 29 ans,
dégote des stages aux élèves de 3^e
de l'éducation prioritaire.

“Offrir un carnet d'adresses aux jeunes sans réseau”

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Vent debout contre l'injustice sociale

« Nous venons d'ouvrir une antenne dans le quartier de la Belle de Mai à Marseille. J'ai découvert, que les élèves que l'on suit, n'ont jamais vu la mer alors qu'ils habitent à 6 km. C'est d'une injustice totale ! » Offrir un carnet d'adresses aux jeunes sans réseau, ni piston, voilà ce qui occupe les journées chargées de Guillaume Perennes, 29 ans, premier salarié de l'association Viens voir mon taf, créée dans le chaos de l'après-Charlie Hebdo. Une mission comme une évidence pour celui qui a pris conscience très tôt du manque d'horizon possible selon son appartenance à telle ou telle classe sociale.

Guillaume a grandi en banlieue parisienne, sa mère est infirmière, son père est rotativiste au journal *Le Monde*. Coup de chance. Grâce au comité d'entreprise du quotidien, il vit des voyages et expériences incroyables. Il côtoie les enfants des journalistes, relève les différences. Quand il retourne au lycée, « un établissement génial, le lycée Guillaume Budé à Limeil-Brévannes, avec un mélange hétéroclite », il fait un constat amer. « Comparé à mes copains, j'avais cet avantage énorme alors que mes parents n'avaient pas spécialement d'argent. À 17 ans, j'ai traversé les États-Unis en van pendant trois semaines. Ces écarts m'ont sauté aux yeux ».

L'engagement associatif

Il connaît encore par cœur le nom de son professeur d'histoire-géo de l'époque : il repère les ados qui dérapent et les raccroche. Guillaume, qui en parallèle a fait ses premières manifs contre la loi Fillon et s'est engagé à tout va dans l'associatif, décide qu'il passerait le CAPES d'histoire-géo pour être prof dans les quartiers d'éducation prioritaire. À cause d'un grave accident de moto, ses copains de sa promo l'obtiennent avant lui, et l'avertissent : « Tu auras du mal à mettre en place les projets qui te tiennent à cœur, ou alors dans 10 ans ! ». Il laisse tomber. Il cofonde l'association Astérya pour « accompagner les envies d'agir de personnes socialement vulnérables, isolées ou marginalisées ». Permettre, par exemple, à une femme muette de faire des maraudes avec la Croix-Rouge en la rapprochant d'une bénévole qui pratique la langue des signes. En septembre 2015, il intègre la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS), dont l'enveloppe est divisée par deux à l'arrivée de Valérie Pécresse à la tête de la région Ile-de-France. C'est donc quasi bénévolement qu'il finira son projet : aider soixante jeunes à définir un projet d'orientation professionnelle.

Faire tomber les barrières

Puis, il décroche le premier poste ouvert par Viens voir mon taf. « Deux tiers de leurs parents sont inactifs, et donc leurs enfants ont un réseau très limité, et une conception du travail écornée. Pour eux, c'est de la souffrance et une hiérarchie mal intentionnée. Grâce à cette plateforme, c'est tout un univers qui s'offre à eux, des métiers qu'ils n'auraient pas imaginés. Aujourd'hui, on accompagne plus de 300 gamins, et ça ne doit pas s'arrêter là ».



EN SAVOIR PLUS :
Internet.viensvoirmontaf.fr



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Diététicienne-nutritionniste, Valérie Jacquier agit à différents niveaux pour rendre accessible une nutrition saine et de qualité pour tous.

La santé des enfants, son unique leitmotiv

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Secrets et vertus des plantes

S'engager au quotidien pour que les enfants mangent sain, bon et durable, c'est un peu sa madeleine de Proust. Valérie Jacquier, 50 ans, est diététicienne-nutritionniste et membre du collectif Les pieds dans le plat. Spécialisée dans la restauration collective bio, elle œuvre aujourd'hui pour que les lignes bougent, pour que les lobbies de la viande et du lait ne soient plus les seuls autour de la grande table des décisions.

Toute petite, elle a passé beaucoup de temps à courir dans le potager de son grand-père, près du port de Concarneau. Il a une compréhension intuitive de la nature, lui apprend les secrets et

vertus des plantes, l'avertit de la nocivité des pesticides et des produits chimiques, car il a déjà l'idée que le sol ne s'en portera pas plus mal. Cette fibre là ne la quittera plus. Malgré ça, Valérie s'oriente vers des études de langues. Mais une rencontre avec une nutritionniste à 23 ans chamboule ses plans. Elle intègre une prépa scientifique pour obtenir une équivalence du bac D (mathématiques et sciences de la nature), et s'inscrit dans un BTS diététique et nutrition à Toulouse.

Mais ce qui la fait grandir, ce sont ses enfants.

« J'exerçais dans un organisme de formation à l'époque. Je transmettais donc un certain nombre de dogmes. Et à la maison, je remarque que le plus petit de mes fils, qui était plutôt en bonne santé, était tout le temps en train de renfler. J'ai beaucoup cherché, fouillé pour trouver pourquoi. Et puis, je tombe dans une boutique sur un livre intitulé *Soyons moins lait*, qui indiquait une incidence du lait sur les rhinites chroniques. J'ai essayé. Pour voir. Au bout de trois jours d'exclusion totale des produits laitiers, il ne renflait plus. Ça a été bouleversant pour moi. J'ai commencé une véritable introspection en me disant : et si tout ce que j'ai appris jusqu'à présent n'a qu'une valeur relative ? ».

Sur le ring des négociations

Explorer cette puissance des aliments sur la santé devient sa priorité. En France, aucune formation ne permet d'aller aussi loin. Valérie dégote alors à Bruxelles un cursus de nutrithérapie : apprendre comment prévenir et soigner les maladies grâce à la nutrition. Diplômée en 2008, elle crée son cabinet de consultation, et s'investit pour promouvoir l'introduction du bio dans la restauration collective d'État. Elle fait partie d'un groupe de travail initié à l'origine par le ministère pour le Grenelle de l'environnement, qui deviendra le collectif Les pieds dans le plat. « L'objectif de 20 % de bio en 2012 n'a pas été atteint, le ministère s'est alors désengagé, explique-t-elle. Mais la balle était lancée ». Représentante de la Fédération nationale d'agriculture biologique au sein du Groupe d'étude des marchés restauration collective et nutrition, Valérie Jacquier avance à contre-courant en défendant ses convictions face aux oppositions. « Il faut être en forme, c'est un vrai match. Mais je suis plutôt persévérante et endurante comme un sportif et je ne n'abandonne jamais la partie ». En 2015, pour la première fois, les protéines végétales font leur apparition dans les recommandations nutrition. Un pas de géant pour la santé des enfants.



EN SAVOIR PLUS :

Internet collectiflespiedsdansleplat.fr



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Elle fait partie de ces demoiselles qui balaiant d'un revers de main les clichés sur l'envie d'agir des jeunes. Portrait **d'Héloïse Moreau, 17 ans.**

Les brunes comptent pas pour des prunes

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Poubelles et mégaphone

« J'ai fait les manifs poussette », révèle-t-elle de but en blanc. Évidemment. La pomme ne tombe jamais très loin de l'arbre... Héloïse Moreau, 17 ans, est secrétaire générale de l'Union nationale lycéenne (UNL). Syndicaliste, comme sa mère « instit en maternelle » qui a sa carte au SNUipp. Mais la jeune fille, en sweat à capuche et veste en cuir, vise plus haut. Née à Saint-Flour dans le Cantal, et après avoir grandi au fin fond du Puy-de-Dôme – « on s'est séparé de papa, on avait envie de changer d'air » –, elle s'inscrit dans un des plus gros collèges de Clermont-Ferrand. Le changement est « waouh », l'établissement immense. Héloïse fait son trou, mais « pas plus que ça », même si « la volonté de faire quelque chose qui ait du sens était déjà là ». C'est en seconde que tout commence vraiment. Derrière ses lunettes rondes et noires, ses yeux coquins racontent : « Pendant

l'élection présidentielle, au moment du second tour Macron-Le Pen, je ne sais pas trop comment, je me suis retrouvée dans un blocus pour le "ni-ni". Debout sur une poubelle, le mégaphone dans une main, à crier des slogans. » Elle se lie d'amitié avec un autre élève, Angel Béthermin, qui relance une section de l'UNL à Clermont, et qui connaît du beau monde en politique. Dès sa rentrée en première, Héloïse prend part aux mouvements contre la loi travail XXL, fait entendre sa voix contre Parcoursup. Elle devient secrétaire générale de l'UNL dans son département.

Charge mentale et responsabilités

Puis survient « une période moins glorieuse ». L'adolescente, les pieds bien ancrés dans son temps, ne supporte plus le responsable local de sa fédération. « Trop de charge mentale ». C'est-à-dire ? « Il manquait les réunions, était incapable de lire ses mails, de gérer son emploi du temps. Je n'avais pas son poste, mais la pression et toutes les responsabilités ». Elle claque la porte. Le soir même, huit appels en absence des membres du bureau national. Le lendemain, Louis Boyard, le président de l'UNL à Paris, débarque dans son salon. Il a besoin d'elle, de sa détermination. Il lui demande de prendre les commandes de l'observatoire aux inégalités hommes-femmes dans l'organisation.

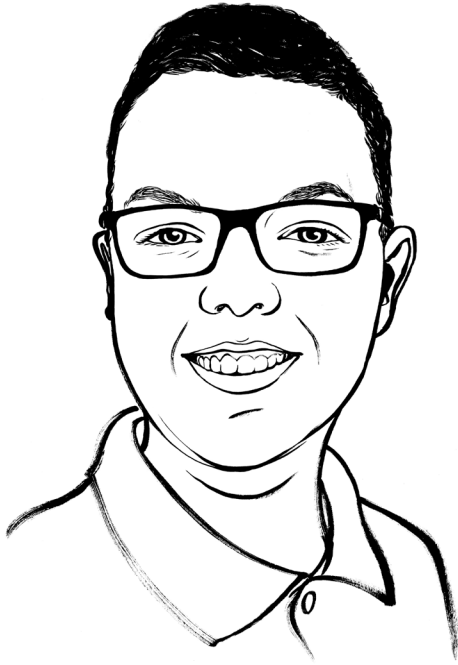
Un projet énorme qu'Héloïse va mener à bien pour son premier mandat de secrétaire nationale. « L'objectif était d'analyser pourquoi un faible pourcentage de nos adhérentes accèdent au sein de notre organisation à des postes à responsabilités. J'ai enquêté auprès de toutes nos sections et fédérations pour collecter les données, pour ensuite proposer des solutions. Et notamment mettre en place des formations. Inconsciemment, les dossiers confiés aux filles chez nous ne sont que des tâches sociétales : l'écologie, le féminisme. Alors qu'il faut être pointu sur les réformes pour décrocher les plus gros postes. Il faut rectifier le tir ». La suite est logique. Héloïse décroche le poste de secrétaire générale de l'organisation au sein de l'équipe statutaire. Et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Pour porter ce message plus haut encore. « J'ai été invitée par une radio nationale. La seule chose que le journaliste a trouvé à me dire, c'est : "Tu ne devrais pas être en cours ? », en m'appelant par mon prénom, alors qu'il donnait du monsieur aux hommes de plus de 30 ans autour de la table ». La classe...



EN SAVOIR PLUS :
Internet syndicat-unl.fr



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Ryann Dubois, lycéen breton de 16 ans, a inventé un kit adaptable pour clavier d'ordinateur destiné aux enfants souffrant de troubles DYS¹.

Mon moteur, c'est d'aider les autres

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

L'opportunité du confinement

Cela faisait un moment que l'idée lui trottait dans la tête. Car depuis le CM2 – et le diagnostic de dyslexie – Ryann se bat pour surmonter son handicap et avancer au même rythme que les autres. Ainsi, comme beaucoup d'enfants DYS, il a longuement travaillé avec des ergothérapeutes pour apprendre à utiliser un clavier d'ordinateur. Et comme beaucoup, il a connu les gommettes de couleur placées sur les touches pour aider l'enfant à les mémoriser. Une méthode efficace, mais dont la mise en œuvre laisse à désirer... Pendant le deuxième confinement, en avril 2021, ce « geek » dans l'âme comme le décrit son père (Olivier), passe à l'action. Il reproduit deux claviers sur du papier autocollant. Le premier est destiné à la phase de mémorisation : à chaque couleur correspond un doigt et chaque doigt se déplace dans une zone de couleur. Le deuxième présente les mêmes couleurs, mais les lettres y apparaissent, comme sur un clavier lambda. « Une fois qu'on a mémorisé le premier, on installe le second, afin de rendre le clavier utilisable par tout le monde »,

explique-t-il. Les raccourcis clavier les plus simples apparaissent également sur les touches et un mémo reprenant l'ensemble des raccourcis clavier complète le kit, « ce qui fait gagner un temps fou à l'utilisateur », remarque l'inventeur.

Un produit vendu dans le monde entier

Ryann présente sans tarder ce double clavier à ses parents, tous deux enseignants. « Ma femme était sur un groupe de parents d'enfants DYS sur Facebook, explique Olivier. Elle a pensé que l'idée de Ryann pouvait aider d'autres enfants. Dès la première minute, il y avait une vingtaine de personnes intéressées. » Quelque temps plus tard, la famille est contactée par un journaliste et un article paraît sur actu.fr. C'est le buzz et les commandes commencent à arriver de Belgique et du Canada... « Au départ, on préparait les commandes sur la table de la salle à manger, façon start-up », se souvient encore le père. Mais vu l'emballement, le changement de braquet intervient vite. Une SARL est créée le jour de l'anniversaire de Ryann (le 9 juillet) et la fabrication du kit est confiée à une imprimerie. Depuis, 4500 Keydys² ont été vendus ! Quant au produit, il a évolué : les touches sont désormais prédécoupées et recouvertes d'un pelliculage mat pour éviter les reflets.

Les académies séduites

Soutenu par la technopôle de Rennes, le projet n'en finit plus de convaincre. « L'académie de Nancy-Metz en a commandé une soixantaine, indique Ryann. De même que l'académie de Rennes, Aujourd'hui, c'est l'académie de Nice, qui équipe les élèves DYS en échec scolaire, dans le cadre d'un projet pilote baptisé « Itinéraire des talents ». Le but : réintégrer ces jeunes dans un parcours de formation et les mener vers le monde de l'entreprise. Mais l'invention de Ryann a aussi fait des touches au-delà de l'Éducation nationale. La fondation Boulanger par exemple, revend aujourd'hui le kit dans tous ses magasins. Un succès qui révèle à quel point le besoin d'aménagement adapté pour les enfants DYS est grand. Et le combat pour obtenir les aides adéquates, long et périlleux. « Il y a encore beaucoup de gens qui considèrent qu'équiper un enfant DYS revient à lui donner un avantage, se désole Ryann. En réalité, c'est juste une compensation pour partir avec les mêmes chances. »

(1) Troubles spécifiques des apprentissages qui entraînent notamment des difficultés de lecture, d'écriture, d'orthographe et de calcul.

(2) 24 euros (livraison comprise en France métropolitaine).



+ EN SAVOIR PLUS :
Internet.r2dtooldys.fr



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Guillaume Delsaux, cuisinier au lycée Maurice Genevoix à Bressuire (Deux-Sèvres), sensibilise à la lutte anti-gaspi et promeut une alimentation de qualité.

“Bien manger à l'école, c'est possible !”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Ouvrir des boîtes et réchauffer des plats préparés ?

Très peu pour lui. Guillaume Delsaux aime son métier et s'est mis en tête de le faire savoir. « Je fais un peu de théâtre en dehors de mon activité professionnelle et quand j'ai découvert l'existence de TikTok, à quelques semaines du confinement, j'ai eu envie de tenter le coup en faisant des blagues », raconte-t-il. Les choses auraient pu en rester là. Mais le cuisinier, dont la passion trouve ses racines dans l'enfance – « Ma grand-mère avait un potager et ce qu'on mangeait chez elle était toujours très bon », se souvient-il – a une nouvelle idée.

« À la cantine, j'observais que beaucoup d'élèves confondaient les aliments. Un jour, j'ai pris mon téléphone et j'ai utilisé mon compte TikTok pour m'adresser à eux : “Si tu vois ça au self,

ce n'est pas un steak, c'est du foie de veau !” Tout de suite, ça a fait des centaines de milliers de vues. Je me suis dit, tiens, il y a peut-être un truc à faire ! »

Le gaspillage alimentaire réduit de moitié

Depuis, Guillaume Delsaux a créé un compte baptisé le Cantinier – « Il y a avait le moniteur d'auto-école, et d'autres métiers, mais pas le cantinier » – et son audience monte en flèche. On est en septembre 2021 ; en moins de quatre mois, le compte affiche 100 000 abonnés (ils sont 555 000 aujourd'hui !). « Je me suis mis à filmer les coulisses de la cantine et à parler de gaspillage alimentaire », précise-t-il. Il faut dire que le sujet lui tient à cœur.

Arrivé au lycée Maurice Genevoix en 2013, après sept ans passés dans les cuisines d'un restaurant traditionnel, il récupère le « dossier » anti-gaspi lorsque le magasinier qui s'en chargeait part à la retraite. « C'est un monde que je connaissais mal », confesse-t-il. Mais aujourd'hui, tout a changé. Campagnes de prévention, formation de brigades anti-gaspi, comptage de plateaux, pesées alimentaires : le Cantinier filme les actions mises en œuvre et diffuse. Non sans fierté. « La moyenne nationale du gaspillage pour un élève est de 90 grammes par plateau. Dans notre lycée, nous sommes entre 30 et 40 grammes ! »

Faire connaître les bonnes pratiques

Fort de son succès, boosté encore davantage par une visite du site Konbini en janvier 2022, le Cantinier veut voir plus loin. Il a investi d'autres réseaux (Instagram et YouTube) et a élargi son auditoire : « Quand j'ai commencé, c'était 80 % de 18-24 ans. Aujourd'hui, c'est descendu à 60 %, car j'ai de plus en plus d'abonnés de la tranche 24-45 ans, note-t-il. Notamment des enseignants et beaucoup de parents d'élèves. » Lui-même est père de deux enfants et en est convaincu : l'éducation alimentaire intéresse. « Aujourd'hui, tout le monde aspire à manger mieux, dit-il. Les élèves sont de plus en plus conscientisés et de plus en plus tôt. » Son projet : continuer d'éduquer, sans faire de leçons : « Je veux juste transmettre l'idée que bien manger à l'école, c'est possible ! » Bientôt, il ira filmer d'autres cantines à travers la France pour diffuser les bonnes pratiques. Et rendre hommage, au passage, à tous ceux qui se battent pour une alimentation scolaire de qualité. Une louche de convictions, saupoudrée de bonne humeur : la recette fait mouche.



EN SAVOIR PLUS :

Internet @LeCantinier sur [@tiktok.com](https://www.tiktok.com)



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Audrey Tatry, 31 ans, a attaqué l'État en justice pour que son fils, en situation de handicap, bénéficie en maternelle des heures d'aide individuelle qui lui avaient été notifiées.

“L'inclusion scolaire, c'est pour quand ?”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

N'apprend-on pas aux enfants à tenir parole ?

Pour Audrey Tatry, militante FCPE, et beaucoup d'autres parents en lutte, il est temps que ce principe éducatif s'applique à tous les étages. Quitte à remuer ciel et terre et à se dresser contre plus grand que soi. Tout commence quelques années après l'arrivée de son fils Sohan, né en 2017. « Plus le temps passait, plus je constatais un retard dans ses apprentissages par rapport aux autres enfants, dit-elle. La motricité fine, le langage... » Elle tente alors d'investiguer. « On me disait : *Ne t'inquiète pas, chacun va à son rythme.* Mais je savais au fond de moi que quelque chose n'allait pas. » Elle pousse les portes – psychomotricienne, orthophoniste, neuropédiatre (entre autres) – pour s'approcher enfin d'un diagnostic : une suspicion de TDA, soit un trouble du déficit de l'attention. Audrey dépose un dossier MDPH¹.

Après des mois de patience, 20 heures individuelles d'AESH² lui sont notifiées. Une nécessité pour éviter à Sohan de décrocher en classe.

Le rectorat enjoint de régulariser la situation

Mais voilà, le manque de personnel est tel que la promesse fait long feu : ce sera finalement 15 heures « mutualisées », c'est-à-dire partagées avec d'autres élèves. Pour Audrey, qui sait depuis longtemps la difficulté à changer le regard sur le handicap – « Ma maman est en fauteuil roulant, car elle est atteinte de sclérose en plaques », confie-t-elle – c'est inadmissible. Sur la page Facebook de l'association *Info Droit Handicap*, elle entend parler de Maître Delhia Aknine, avocate au barreau de Paris, qui accompagne des familles dans leur combat. Elle la contacte. Dans la foulée, une mise en demeure est adressée à l'Éducation nationale. Le 3 janvier 2023, Audrey est convoquée au tribunal administratif de Montreuil. La salle d'audience est pleine. « J'ai appelé les médias sur que ça fasse du bruit, dit-elle. Je suis passée sur BFM, CNews, dans *La maison des maternelles*, sur le site Konbini. » D'autres parents sont là pour la soutenir. Notamment des adhérents FCPE de Rosny-sous-Bois, où Sohan est scolarisé. Trois jours plus tard, le jugement du tribunal tombe : le rectorat est enjoint de régulariser la situation dans les trois semaines et d'attribuer au garçon les 20 heures individuelles.

Le manque de moyens n'est plus tolérable

Mais la colère d'Audrey reste intacte, car « les heures dont bénéficie Sohan ont été retirées à d'autres enfants ». « On mutualise les AESH pour couvrir la misère et le manque de moyens, note-t-elle. Résultat, ils sont ballottés d'une école à l'autre et la souffrance est vive à tous les niveaux. Pour les enseignants, pour les AESH mal formés et mal payés, pour les parents et en premier lieu pour les enfants. » Avec le soutien de la FCPE de Seine-Saint-Denis, la jeune femme a créé un collectif : « Une école inclusive pour tous ». Le 18 mars dernier, une conférence a été organisée à Rosny-sous-Bois, pour faire l'état des lieux de l'inclusion scolaire, réunissant parents et professionnels médico-sociaux. Puis un rassemblement devant l'Assemblée nationale, le 29 mars, pour déposer un cahier de doléances. « En février 2005, une loi a été promulguée qui affirme le droit pour tout enfant porteur de handicap à une scolarisation en milieu ordinaire, rappelle Audrey. Dix-huit ans après, les moyens ne sont pas là. Alors, la question se pose : l'inclusion scolaire, c'est pour quand ? »

(1) Maison départementale des personnes handicapées.

(2) Accompagnant des élèves en situation de handicap.



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Jérémie Fontanieu, 35 ans, professeur au lycée Delacroix à Drancy (93) a mis au point une méthode qui s'appuie sur la coéducation pour faire réussir ses élèves.

“Faire alliance avec les parents”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

C'est l'histoire d'un prof désemparé face à des élèves qui n'ont pas envie de bosser. Un prof qui cherche, tâtonne, veut sortir de l'impasse, et qui a soudain l'idée – lumineuse avec le recul ! – de se tourner vers les parents. Lui se dit surtout chanceux « d'être tombé sur ces élèves-là et ces parents-là », à Gagny, d'abord, pendant son année de stage il y a onze ans, puis à Drancy l'année d'après. « J'avais 24 ans, je ne me sentais pas légitime, et puis les premiers parents que je contacte me disent : “On est avec vous, on vous fait confiance, vous avez notre numéro, n'hésitez pas.” Ça m'a beaucoup soulagé et petit à petit, ma vision des parents, dont je me méfiais plutôt jusqu'alors, a complètement changé. » Avec un collègue prof de maths, David Benoît, il élabore une sorte de protocole. Des SMS transmis aux parents très tôt dans l'année (« On n'attend pas qu'il y ait un souci ») et de manière régulière, dans le but que les parents deviennent des partenaires efficaces de la réussite des élèves. Encouragements pour réviser, rappels

pour ne plus oublier ses affaires, accompagnement individualisé... Dix ans plus tard, la « méthode » s'est affinée, 200 profs l'appliquent en France – de la petite section au BTS – et ses résultats sont spectaculaires : des élèves qui se remettent au travail et retrouvent le goût de l'effort, 100 % de réussite au bac depuis 2018, et des profs qui redonnent un sens à leur métier...

Le prof super-héros, un mythe dangereux

Ce métier, qu'il exerce aujourd'hui avec joie, Jérémie Fontanieu y est pourtant venu par hasard, et non sans a priori... « J'ai grandi dans une maison pleine de livres, dans les Hauts-de-Seine, et comme beaucoup d'enfants issus d'un milieu favorisé, je n'ai pas eu beaucoup à travailler à l'école pour avoir des bonnes notes, dit-il sans détour. J'avais une vision dévalorisée du métier de prof, héritée de la société, mais aussi de mes parents qui n'avaient pas une grande estime pour les fonctionnaires... Moi, ce qui m'intéressait, c'était la philo et je me suis tourné vers le métier d'enseignant pour financer ma thèse. »

Très vite pourtant, la réalité le rattrape. Le jeune prof se prend « les violences du métier dans la figure » : « On a la liberté pédagogique, c'est formidable, mais en contrepartie, on est seul face aux difficultés, seul face aux élèves avec ce mythe du prof super-héros (façon *Cercle des poètes disparus*) qui fait naître le génie chez ses élèves. Or, ce mythe est dangereux car il déresponsabilise tout le monde. Et puis, il y a le salaire dérisoire, le prof bashing, le mépris contre les syndicats, les réformes qui se succèdent... » Le partenariat tissé avec les parents d'élèves sera finalement sa planche de salut. Et les progrès « hallucinants » observés chez ses élèves rallument la flamme. « Là, je me dis : même avec des difficultés considérables, à la fois sociales et scolaires, un enfant peut sortir de la passivité, se remettre au travail et surmonter les obstacles. » Cette méthode, Jérémie Fontanieu ne veut pas en dire trop. Car bien sûr tout n'est pas rose, les obstacles sont nombreux et les conditions à réunir pour que ça marche, cruciales. En détailler le « comment » dans les médias serait prendre le risque qu'elle soit mal appliquée et produise des désillusions. « Mon objectif, c'est de donner envie aux profs de nous rejoindre¹, ceux qui pensent que l'alliance avec les parents peut être un levier de réussite, dit-il. Pour l'instant, je les accompagne individuellement. » Un livre existe néanmoins qui raconte la genèse de la méthode (*L'école de la réconciliation. Un professeur à Drancy*, éd. Les liens qui libèrent) et un documentaire sortira sur les écrans le 20 septembre (*Le monde est à eux*). La coéducation au centre des regards. On ne pouvait rêver meilleure rentrée !



(1) projet.reconciliations@gmail.com



CEUX QUI FONT BOUGER LES LIGNES



Benjamin Flohic, 24 ans, préside Cop1, association de lutte contre la précarité étudiante qui a distribué plus de 100 000 paniers alimentaires en 2024.

La précarité étudiante n'est pas un "passage obligé"

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Cela devait durer le temps du Covid, pour aider quelques dizaines, voire quelques centaines d'étudiants. Mais, comme le confie Benjamin Flohic, « ça a pris une ampleur assez dingue ». L'histoire commence à l'été 2020, lorsque cinq amis, étudiants à Paris, créent l'association Cop1. « On sortait du confinement et on avait pas mal de potes qui avaient perdu leur job étudiant et qui s'apprétaient à aller aux Restos du cœur », se souvient le jeune homme. Une collecte (et un partenariat avec une banque alimentaire) plus tard, Cop1 lance sa première distribution dans le 5^e. Une centaine de paniers est prévue – aujourd'hui, chacun contient 7 à 10 kg de produits ; fruits et légumes locaux, parfois bio, épicerie, boulangerie et produits d'hygiène – mais plusieurs centaines d'étudiants s'inscrivent... Au bout de deux mois, l'association organise déjà trois distributions par semaine, puis,

en 2021, ouvre une première antenne à Angers et reçoit le soutien de nombreux financeurs ; publics (mairies, régions, État, facs, Crous), comme privés (des fondations notamment). En 2025, Cop1 est implantée dans 25 villes, compte 25 salariés et 5000 étudiants bénévoles (dont 40 % sont eux-mêmes bénéficiaires).

Une situation inacceptable

« Le Covid a accéléré la visibilité de cette précarité étudiante mais l'a aussi accentuée », analyse Benjamin. Sauf que depuis, le besoin ne s'atténue pas. « Notre baromètre annuel réalisé avec l'IFOP montre que la pauvreté étudiante stagne à un niveau très élevé, note le jeune homme. Aujourd'hui, un étudiant sur deux saute un repas pour des raisons financières. » Cop1 le dénonce : les réponses apportées à la précarité ne sont pas suffisantes, laissant à penser que la pauvreté pendant les études est une sorte de « passage obligé ». « Nous, on pense que ce n'est pas normal qu'une puissance mondiale comme la France, qui a un modèle social qui fonctionne, laisse sa jeunesse dans cette situation. » Originaire d'Auray, dans le Morbihan, lui n'a pas eu à connaître cette précarité, mais son éducation « tournée vers les autres » l'engage à refuser la fatalité. Étudiant en master Industrie de la musique (après un cursus de droit et de sciences politiques à la Sorbonne), il confie : « Aujourd'hui, mon ambition est de continuer à m'engager pour Cop1, car cela me tient à cœur et me passionne. »

"Par" et "pour" les étudiants

Dans six mois, Benjamin Flohic – qui est aussi conseiller régional de Bretagne – deviendra salarié de l'association (au poste de directeur général) et laissera sa place de président à un nouvel étudiant. « Car on y tient, c'est une association "par" et "pour" les étudiants. » Une caractéristique qui donne d'ailleurs à l'association toute sa vitalité : « On imagine en permanence de nouvelles formes d'action », dit-il. Cop1 est d'ailleurs devenue une porte d'entrée pour orienter les jeunes vers d'autres services autour du logement, des difficultés familiales ou psychologiques. Et continue d'innover. Exemple avec le Cop1 festival : « L'idée était d'avoir un gros événement culturel de rentrée pour rendre la culture accessible aux étudiants tout en sensibilisant le public à la question de la précarité étudiante. » Depuis la première édition en 2023, on se donne rendez-vous au Zénith de Paris, puis en tournée, à Lyon, Marseille, et Angers. Dernière initiative : l'ouverture de la cantine "La Cop1ne", avec un menu à 3€ et un menu de soutien à 10€, dans le 14^e. Histoire de toujours démultiplier cette logique de solidarité...



Portraits

de ceux qui protègent les enfants !

**De nombreux enfants vivent des situations inacceptables :
violences sexuelles, mineurs à la rue, enfants en situation de handicap...**

Il est urgent que la société **prennent soin d'eux.**

Heureusement, des citoyens engagés interviennent là où l'État échoue.



CEUX QUI PROTÈGENT LES ENFANTS



Depuis le mois d'octobre, **Pimprenelle Butzbach**, accueille chez elle à Gap, Maury et Fofana, deux mineurs non accompagnés.

Accueillir et partager au présent

Propos recueillis par ANNE-FLORE HERVÉ

Une décision prise dans l'urgence

« On peut toujours accueillir. » Pour Pimprenelle Butzbach, 41 ans, ce sentiment profond n'est pas qu'une parole en l'air. Il s'est concrétisé mi-octobre. Maury, 15 ans, et Fofana, 17 ans, deux mineurs non accompagnés, ont posé leur sac dans la chambre d'amis de sa maison à Gap dans les Hautes-Alpes. À côté de la salle de bains et des deux chambres de ses trois enfants âgés de 10, 8 et 5 ans. L'un vient de Côte d'Ivoire, l'autre de Guinée-Conakry. Tous les deux parlent français et sont depuis peu scolarisés. Il y a quelques mois encore, les deux adolescents, « déminorisés » par le conseil départemental¹, étaient à la rue. « Mon mari a reçu un mail du réseau Hospitalité. Ce collectif de citoyens cherchait un toit pour que des mineurs ne dorment pas dehors. Nous avons pris la décision en urgence, mais nous étions prêts. » La famille vit à Gap depuis 2012. Dans cette ville de 40 000 habitants, Pimprenelle occupe un poste de gynécologue

obstétricienne à l'hôpital public. La grande maison qu'ils achètent et qu'ils rénovent est un ancien restaurant. « C'est une maison de tradition et d'ouverture qui se prête à l'accueil », précise-t-elle. À cette époque, temps plein, gardes à l'hôpital et enfants en bas âge obligent, Pimprenelle n'a pas l'énergie de s'impliquer dans des associations ou la vie publique mais l'envie sommeille. « Un héritage de mes parents militants. J'ai été bercée par leur engagement, ça m'a forcément façonnée. » Aux 5 ans de son dernier, Pimprenelle éprouve un regain de vitalité. Sensible au sort des migrants qui passent le col de l'Échelle à six kilomètres de la frontière italienne, elle se dirige vers l'association Welcome et la question d'héberger pendant un mois une famille se pose. « Je n'ai pas donné suite, car s'engager me paraissait long et je ne voulais pas l'imposer à ma famille. » Mais en quelques semaines, l'idée fait son chemin au sein de la famille. Le mail du réseau tombe un vendredi, Pimprenelle, son mari et leurs trois enfants accueillent Maury et Fofana le lundi.

Un optimisme non ébranlé

« Partager notre intimité ne nous coûte pas et quand on cuisine pour cinq, c'est facile de s'adapter pour sept. » À l'extérieur, la réaction des gens, notamment de ses patients, rassure Pimprenelle. « Ils constatent que c'est possible d'accueillir. La seule remarque qui m'a heurtée, c'est : "Mais ils ne viennent pas d'un pays en guerre ?" ». Et puis, il y a eu cet épisode à Noël, prévu avec sa famille chez elle qui nécessitait de réorganiser les couchages pour accueillir tout le monde, et la réticence de son frère à l'idée de dormir sous le même toit que des inconnus. « Ça m'a questionnée et mise dans une position délicate. Ce n'est pas toujours tout rose... »

Pimprenelle ignore combien de temps cet hébergement « d'urgence » va durer. « Ce qui m'intéresse, c'est ce que l'on partage au présent. Je suis disponible pour les écouter. Même s'ils ont traversé des épreuves incroyables, ils demeurent des adolescents, avec des coups de mou. » Pimprenelle reste aussi optimiste et pense que la société prendra le relais. En attendant, les trois enfants se sont habitués à la présence de Maury et Fofana au point que Titouan, 10 ans, a confié à sa mère : « Quand ils ne seront plus là, ça va faire bizarre. »

(1) Le département ne reconnaît pas leur minorité, ce qui a engendré un recours au juge pour enfants, mais la démarche, légale, prend du temps.



EN SAVOIR PLUS :

Publication Dossier « Privés d'école », *Revue des Parents* n°420, octobre 2018.



CEUX QUI PROTÈGENT LES ENFANTS



Samia Hamonic, 42 ans, écoutante au numéro national 119, prête chaque jour son oreille aux enfants maltraités.

Une oreille pour déposer l'indicible

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN

Recueillir des informations précises

Pour tous ceux qui appellent le 119, le service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger, Samia Hamonic est d'abord une voix, anonyme, chaude et rassurante qui va les aider à déposer dans le combiné leur souffrance, leurs inquiétudes, ou les soupçons de maltraitance d'un enfant. Depuis six ans, le matin, l'après-midi ou la nuit, Samia prête son oreille. Pour être écoutante au 119, justement, « il faut savoir écouter, et non se contenter d'entendre », explique-t-elle. Il s'agit de poser les bonnes questions pour obtenir le maximum d'éléments sur la situation de l'enfant, mais aussi de rédiger un compte-rendu précis de ce que lui a dit la personne au bout du fil. Des informations précieuses qui servent ensuite aux services départementaux de la protection de l'enfance pour enclencher des mesures. L'écouteuse est aussi là pour tenter de comprendre et de prévenir les violences. « Les enfants ne sont pas des électrons libres. Ils appartiennent à une cellule familiale, avec

toute sa complexité ». C'est justement ce qui fait pour elle l'intérêt du 119 : décrypter les interactions entre les uns et les autres pour apaiser les tensions. Des compétences qu'elle a acquises auprès des jeunes, d'abord en enseignant l'équitation durant dix ans, puis comme éducatrice spécialisée dans une maison d'enfants à caractère social (Mecs). Pour Samia, le 119 est une fenêtre sur la face sombre de notre société. « L'imagination de certains pour maltraiter leurs proches m'étonnera toujours », lâche-t-elle soudain. Elle cerne aussi la souffrance de certains parents qui peinent à prendre en charge leur enfant, parce qu'eux aussi ont eu à subir un parcours compliqué. Samia sait qu'elle peut apporter de la nuance, un autre regard, aux professionnels qui liront ses rapports. « Il peut arriver que la communication ne passe pas entre une famille et les services sociaux, que les intervenants changent trop souvent. Reformuler les questionnements donne à voir l'histoire de la famille sous un angle différent », plaide-t-elle. Si le contact téléphonique permet une prise de recul sur les événements, il favorise aussi la proximité avec les appelants. « Ils ont tendance à s'ouvrir beaucoup plus au téléphone. On gagne ainsi un temps précieux ».

Savoir passer le relais

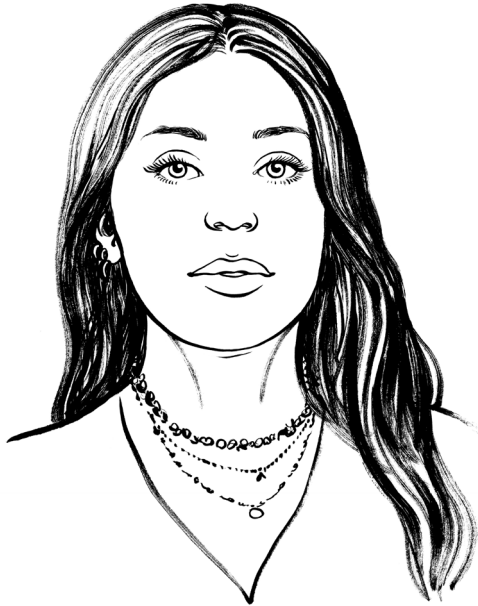
Comment résiste-t-on face à la détresse des enfants ? Samia ne se prend pas pour une héroïne. « Nous ne sommes pas là pour sauver qui que ce soit, réplique-t-elle. Il faut savoir évaluer le danger, orienter quand c'est nécessaire, et passer le relais », la condition pour réussir à faire ce métier. Ce qui ne l'empêche pas d'éprouver une « immense colère » devant des violences majeures. Mais elle sait qu'elle peut compter sur l'équipe du 119 pour l'épauler. De son point de vue d'écouteuse, les violences domestiques n'ont pas explosé dans les foyers durant le confinement. Les radars ont juste été plus nombreux. La recrudescence des appels est surtout due, selon elle, à la médiatisation du service. « Nous n'avons jamais eu autant de campagnes de publicité pour le 119. Avec le confinement, les gens avaient le temps de voir ces campagnes, et de nous appeler. De leur côté, les services de police et de gendarmerie sont intervenus systématiquement, ce qu'ils ne font pas en temps normal. » Reste que le 119 est toujours sous-dimensionné. « Il nous faut des moyens pour prendre davantage d'appels avec ou sans campagnes de publicité ! », lance-t-elle, déterminée. Une revendication qui ne date malheureusement pas d'hier.



EN SAVOIR PLUS :
Internet allo119.gouv.fr



CEUX QUI PROTÈGENT LES ENFANTS



Elle est celle qui l'a dit tout haut sur les réseaux sociaux : **Anissa Maille, 22 ans, a révélé l'ampleur des violences sexuelles dans les colonies de vacances.**

Une militante de choc

Propos recueillis par ALEXANDRA DEFRESNE

Une déferlante de témoignages via TikTok et Instagram

« Aujourd'hui, sur les réseaux sociaux, je suis l'animatrice qui a créé le mouvement #Metooanimation, mais avant, j'étais "la meuf avec des poils". » Anissa Maille éclate de rire, car les commentaires malveillants qu'elle reçoit ne l'arrêteront pas dans son combat. « Plus d'un million de jeunes me suivent sur TikTok, et 110 000 sur mon compte Insta. Je réponds à des centaines de messages par jour en DM. Je les écoute et je les oriente vers des professionnels. On s'étonne que les enfants consomment du porno, mais les questions qu'ils se posent sur la sexualité, le consentement ou leur orientation sexuelle, personne n'y prête attention. En fait, je crois que je suis devenue l'influenceuse avec qui j'aurais aimé pouvoir discuter plus jeune ».

Derrière le pseudo @6nissa, se cache une militante de choc. D'à peine 22 ans. La jeune fille a fait tant de bruit au printemps dernier, qu'elle a été contactée par la Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse, Sarah El Haïry, avec qui elle travaille depuis le mois d'octobre pour élaborer un plan de lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans les accueils collectifs de mineurs. Tout est parti d'une vidéo postée le 2 mars 2022. « Juste avant de

partir en voyage à Istanbul qui est vraiment ma "safe place", j'ai reçu le témoignage d'une jeune fille qui était partie dans une colo, dans laquelle j'étais animatrice. Je me souvenais très bien d'elle. Elle m'écrit et me confie qu'une nuit, elle a été violée par un de mes collègues dans les toilettes. Mon cœur s'est brisé. J'ai tourné face caméra un court message, avec des mots très trash, pour alerter sur les agressions sexuelles dans les colonies. J'étais triste, en colère. Les gens ont été surpris, car d'habitude, je suis quelqu'un de très solaire, souriante. »

Elle rentre à Paris, accorde une interview à une journaliste du journal *Le Point*. Le 12 mars, l'article sort dans la presse, Anissa ouvre une page Instagram #Metooanimation et déclare l'association. Elle lance un appel à témoignages. C'est une déferlante de récits. Plus de 400 jeunes, âgés de 4 à 17 ans au moment des faits, racontent l'horreur. Des filles de 14, 15 ou 16 ans qui pensent avoir une relation sexuelle consentie avec un animateur, mais qui sont abusées. « Des petites poucettes » de 4 ou 5 ans violées. Des fillettes qui, chaque été, de leurs 13 ans à leurs 18 ans, tombent sur le même pervers dans la même colonie. Les garçons n'échappent pas non plus « aux pédocriminels, qui ne choisissent pas en fonction du genre ».

Une pétition qui recueille 54 000 signatures

Anissa, bouleversée, est confortée dans son intuition : il est urgent d'agir. Sa pétition, en juin 2022, recueille plus de 54 000 signatures. Quelques engagements sont pris par le ministère : des modules de formation consacrés à la prévention des violences sexuelles et sexistes ; une charte signée par les intervenants en début de séjour ; une meilleure formation des écoutants du 119. « Mais ce n'est pas assez.

Une charte n'a pas de valeur juridique. Il faudrait également regarder du côté des surveillants dans les établissements scolaires du second degré. Les violences sexuelles ont aussi lieu dans ce cadre ». Pour la jeune femme, qui a arrêté son master de droit pénal international et comparé à Nanterre à cause d'une dépression sévère à laquelle elle est confrontée depuis 2020, la clé est de lever les tabous et de renforcer la prévention. « L'éducation à la sexualité, ce n'est pas le kamasutra, s'agace Anissa. Ce sont des tas de sujets, comme le consentement. Un enfant, ce n'est pas un bisounours, il a le droit de dire non quand un animateur veut lui faire un câlin. Il faut aussi rassurer les adolescents qui découvrent leur corps. S'ils ont des discours vrais sur la sexualité, ils auront conscience des limites que les adultes ne doivent pas franchir. »

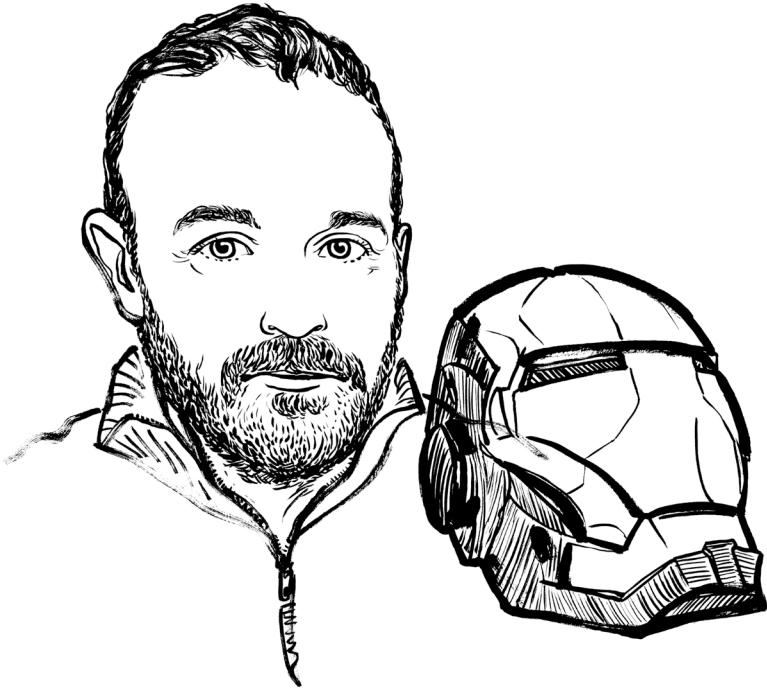


EN SAVOIR PLUS :

Internet [instagram.com/6nissa/](https://www.instagram.com/6nissa/)

“

CEUX QUI PROTÈGENT LES ENFANTS



Sébastien Yvinec, papa de Maëlan, atteint d'une délétion génétique, devient « Iron Seb », pour distraire les enfants en situation de handicap et sensibiliser l'opinion publique.

“Faire évoluer le regard sur le handicap”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Iron Man n'est pas un super-héros comme les autres. C'est un homme blessé, qui s'est battu pour se reconstruire et mettre au point la fameuse armure qui le rend puissant. Cette métaphore de la différence devenue une force, Sébastien Yvinec a décidé de s'en saisir pour mettre des étoiles dans les yeux de son petit garçon. « Il y a un peu plus d'un an, Maëlan a dû subir une énième opération pour reconstruire ses hanches, explique-t-il. Quand il est rentré de l'hôpital, on savait qu'il allait devoir rester alité pendant six semaines à la maison, à cause d'un plâtre immobilisant les jambes et la moitié du buste. Alors, j'ai cherché une solution pour l'occuper, lui faire un peu oublier tout ça. » Sébastien est fan des Marvel depuis longtemps, l'idée lui vient de faire une surprise à Maëlan en débarquant dans sa chambre déguisé en Iron Man. « La première fois qu'il m'a vu comme ça, ça a été féérique, raconte-t-il. Je suis revenu deux ou trois fois

jusqu'à ce qu'il comprenne que c'était moi. Mais il a beau le savoir, la magie continue d'opérer. »

“Le ciel vous tombe sur la tête”

L'effet est tel que Sébastien n'en reste pas là. Il se dit qu'il faut en faire profiter d'autres enfants et saisir cette occasion pour aller à la rencontre des parents. Ceux-là qui ont vu, comme son épouse et lui, leur vie bouleversée par l'annonce du handicap. Et qui, comme eux encore, traversent un parcours du combattant. « Quand Maëlan est né, j'ai su tout de suite que quelque chose n'allait pas, dit-il. Il avait une malformation des pieds, mais pour moi, il y avait autre chose. Pourtant, les médecins ne m'ont pas écouté. On a fini par changer d'hôpital, on est allés à Tours. Un super chirurgien nous a entendus et nous a fait faire une analyse génétique. » Maëlan est porteur d'une délétion, il lui manque « un bout » d'ADN... « C'est le ciel qui vous tombe sur la tête », se souvient Sébastien. D'autant plus que c'est extrêmement rare, il y a très peu de cas dans le monde. Au début, on ne savait pas si Maëlan serait là le lendemain, on a enchaîné les analyses et écarté les pires scénarios, on a eu de la chance. Même si régulièrement encore, on découvre de nouvelles difficultés et on doit y faire face. »

“Les enfants sont super enthousiastes”

C'est d'ailleurs un peu de cet esprit de combat qu'« Iron Seb » souhaite aujourd'hui transmettre. En juin 2024, il crée l'association Les P'tits Caméléons, puis démarre les animations dans son costume de super-héros : à Paris, à l'occasion des Jeux Paralympiques, dans un magasin de jouets ou sur le marché de Noël de sa commune (Tigy) dans le Loiret. « Les enfants sont super enthousiastes, ce qui rend les parents heureux, dit-il. Ensuite, on engage la conversation avec eux pour échanger, évoquer des questions liées au handicap. » Sébastien est désormais en contact avec des instituts spécialisés. Il envisage aussi des partenariats avec des écoles ou des collèges pour sensibiliser les élèves et faire évoluer les regards. Mais sa préoccupation actuelle est de trouver des financements ; pour les déplacements, les costumes. « Mon idée est de proposer des animations à des privés – entreprises ou particuliers – pour récolter des fonds et poursuivre mon action en direction des publics porteurs de handicap. » En attendant, Maëlan et ses deux autres enfants de 14 ans et 6 ans accompagnent « Iron Seb » dans chacune de ses sorties. « Tous les trois sont très fans », dit-il. Une motivation largement suffisante pour enfiler l'armure...

”

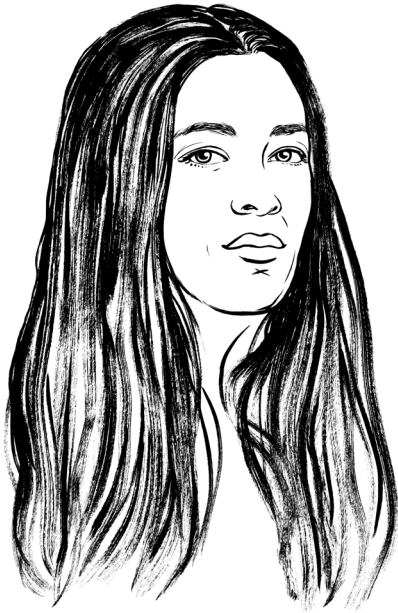


EN SAVOIR PLUS :

Contact facebook.com/les.p.tits.cameleons/ ; 07 50 40 06 98.



CEUX QUI PROTÈGENT LES ENFANTS



Mai Lan Chapiro, 43 ans, chanteuse, compositrice, autrice et illustratrice, a créé *Le Loup*, un outil de prévention contre les violences sexuelles pour briser le tabou de l'inceste, inspiré de son vécu.

“Il faut prévenir les enfants”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

L'inconscient a tant à dire à qui sait l'entendre... L'histoire de Mai Lan en est l'illustration vertigineuse. Née à Paris dans une famille d'artistes, la jeune femme est très vite happée par cet univers : d'abord costumière de cinéma et créatrice de mode, elle s'oriente ensuite vers la musique. Elle sort deux albums solo et noue différentes collaborations, avec Oxmo Puccino ou le groupe M83, avec qui elle part en tournée. En 2014, alors qu'elle compose son deuxième album, une chanson lui vient – *How ?* (Comment ?) – dont elle ne comprend pas immédiatement le sens. « Les mots semblaient s'écrire tout seuls, dit-elle. Au début, j'ai cru que je racontais l'histoire d'une femme victime de violences conjugales, je la trouvais intéressante mais je l'ai mise de côté. » Ce n'est que plus tard, alors qu'elle est en pleine analyse, que tout s'éclaire. « J'ai compris que je parlais d'un sentiment qui était le mien ; le sentiment d'insécurité que j'avais ressenti, enfant, à cause de l'inceste. » Mai Lan se dit que c'est le moment « d'y aller » : « Je me sentais prête à m'adresser aux enfants, j'avais envie de m'engager. Mais j'ai pensé que si je le faisais, je devais le faire bien. Il fallait qu'on m'entende. »

« J'aurais gagné tellement de temps... »

En 2021, le projet prend forme : un livre pour enfants, *Le loup* aux éditions La Martinière (leloup.org), dont elle est l'autrice et l'illustratrice, accompagné de la chanson du même nom, d'une vidéo de prévention et d'un cahier d'accompagnement. « Je voulais prévenir les enfants. C'est le constat que j'ai tiré de ma propre expérience. Si quelqu'un m'avait dit, quand ça m'est arrivé, « tu as raison, ce que tu ressens est normal, voilà ce qu'il faut faire », j'aurais gagné tellement de temps, de disponibilité mentale pour vivre, pour jouer, pour rire. C'est immense le temps que l'on perd à tournebouler dans sa tête. » Car Mai Lan le martèle : « Une seule agression suffit pour renverser le monde d'un enfant. Soudainement, plus rien n'a de sens. » Au moment de sa sortie, *Le loup* trouve un écho retentissant et s'impose peu à peu comme un outil de référence pour la prévention, le dépistage et l'accompagnement des victimes d'inceste. Mai Lan, devenue l'un des visages de l'appel à témoignages de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), envisage de revenir à la musique, pense que tout cela n'était qu'un chapitre de sa vie. Impossible en réalité ; le combat doit continuer.

Des interventions en milieu scolaire

En 2023, elle commence à faire de la prévention auprès de classes de primaire. Mais parler d'inceste au sein de l'école est compliqué, les résistances sont vives, le sujet fait peur. Mai Lan persévère, car elle le sait, tout le monde (ou presque) est concerné : « Tous les jours, je parle d'inceste et tous les jours, j'ai en face de moi quelqu'un qui me dit « moi aussi, ma sœur aussi, mon frère aussi... » En 2024, elle fonde l'association Mille Miettes qui vise à développer cette prévention en milieu scolaire. « On progresse, dit-elle. Aujourd'hui, je suis accueillie à bras ouverts et j'ai beaucoup de demandes de profs, de parents. Les mots choisis sont simples, il n'y a rien de cru, rien de violent. Il y a trois choses à dire : " Ton corps t'appartient, personne n'a le droit d'en disposer ", " Personne n'a le droit de toucher tes parties intimes ni de te demander de toucher les siennes " et " Si cela t'arrive, parles-en à une grande personne et si cette grande personne ne t'écoute pas, trouves-en une autre. " » Un livre existe aussi pour les enfants de maternelle (*C'est MON corps !*). La suite ? Mai Lan l'envisage en s'orientant vers la formation des professionnels de l'éducation pour que tout le monde se saisisse du sujet. En parler, toujours et encore, pour continuer à prévenir les enfants.



Portraits

**de ceux
qui font rêver !**

Découvrez des **parcours inspirants** : illustrateur et auteur de littérature jeunesse, podcastrice, pâtissier, championne paralympique...
Tous nourrissent l'imaginaire, célèbrent la créativité et permettent aux enfants de rêver à des horizons infinis.



CEUX QUI FONT RÊVER



L'illustrateur Gilles Bachelet a trouvé dans la littérature jeunesse un terrain de créativité qu'il explore depuis presque vingt ans !

Tendre, malicieux et farfelu

Propos recueillis par ANNE-FLORE HERVÉ

Je baignais dans un milieu d'artistes

Il aurait aimé devenir vétérinaire mais il n'avait pas le profil scientifique. Il a donc passé un bac philo. Quant aux animaux, faute de pouvoir les soigner, il les dessine. Gilles Bachelet, 66 ans, regard masqué par une paire de lunettes rondes, cheveux rebelles, sourire discret, est devenu illustrateur en suivant « un plan B, pas du tout exotique. Je baignais dans un milieu d'artistes. J'ai donc passé le concours de l'École nationale supérieure des arts décoratifs de Paris. Je l'ai eu au bout de la deuxième tentative », précise-t-il.

Ce plan B, Gilles Bachelet ne le regrette pas. Grâce à son professeur d'illustration, Alain Le Foll, il trouve son style. « Un jour, il m'a dit : " Là, c'est toi " ». Philippe Weisbecker, un autre professeur lui ouvre son carnet d'adresses. « Au début des années 1980, c'était facile d'obtenir des commandes. » Il collabore dès sa sortie des Arts-Déco pour la presse adulte et jeunesse, sans faire le distinguo entre les deux. « J'étais illustrateur. »

Une vingtaine d'années plus tard, il devient auteur-illustrateur en littérature jeunesse. « Je venais de décrocher un poste d'enseignant à l'École supérieure d'art de Cambrai. Cela m'a libéré des commandes et je pouvais à côté me consacrer aux albums pour les enfants. En littérature jeunesse, les auteurs-illustrateurs disposent d'un véritable espace de liberté. La diversité cohabite sans courant. Ce qui me plaît le plus, c'est le rapport entre le texte et l'image. » Son premier album, *Le Singe à Buffon*, est publié en 2002. Deux ans plus tard, c'est la consécration avec *Le Chat le plus bête du monde* qui, sous son pinceau, se métamorphose en pachyderme. « Patrick Couratin, mon éditeur de l'époque et ami, l'avait pressenti. En revenant de l'imprimerie, il a dit : " On n'est pas à l'abri d'un succès " ».

Je dessine très mal les humains

Le dessin de Gilles Bachelet, classique et à l'aquarelle, met en scène des personnages farfelus, bourrés de fantaisie, allant de l'animal (*L'escargot Chevalier ventre-à-terre, Madame le lapin blanc...*) aux objets (*Une histoire d'amour entre deux gants en caoutchouc*), en passant par les légumes (*Champignon Bonaparte*). « Je dessine très mal les humains », s'excuse-t-il. Ses illustrations fourmillent de détails, d'objets fétiches (la carotte) et de références. Elles proposent plusieurs niveaux de lecture et donnent autant de plaisir aux grands qu'aux petits qui voient souvent ce qui échappe aux adultes. Quant à son style, il se distingue par un humour décalé et délirant.

Le contraste avec sa personne, réservée et tendre, voire un peu fragile, déstabilise. « Je ne suis pas très exubérant. Quand on est timide, la répartie décalée ne vient pas tout de suite », admet-il tout en ajoutant avec une pointe de malice dans les yeux : « Un jour, mon fils m'a dit : " Papa, t'es drôle que dans tes livres. " » Depuis qu'il est inscrit sur les réseaux sociaux, il est aussi irrésistible sur son compte Facebook. « Et encore, je me suis calmé. »

Son dernier album, sorti « à l'arrache, par fainéantise, la peur de rater et le besoin d'adrénaline », juste avant le Salon du livre et de la presse jeunesse à Montreuil, propose une réflexion sur l'utilité des objets et l'art contemporain. Pour la première fois, il se « rapproche un peu des humains » en mettant en scène deux extra-terrestres qui s'ennuient ferme sur leur planète... Mais pas de panique, avec Gilles Bachelet, ça ne dure pas !



EN SAVOIR PLUS :

Internet Retrouvez sa bibliographie sur seuiljeunesse.com



CEUX QUI FONT RÊVER



Pâtissier de formation, Benoît Castel est aujourd'hui à la tête de trois boulangeries-pâtisseries à Paris. Il espère susciter des vocations chez les jeunes.

De l'importance de la relève

Propos recueillis par ANNE-FLORE HERVÉ

Ses parents artisans l'ont soutenu

Il a grandi les mains dans la farine en rêvant de construire des châteaux en sucre. Benoît Castel, 47 ans, reçoit en jean et en tennis dans sa boutique de Ménilmontant à Paris. Ici, pas d'édifices sucrés mais des tartelettes carrées et dentelées, rondes et crémeuses, généreuses et garnies de fruits de saison. Quant aux pains, 100 % bio, il suffit de les regarder pour les imaginer croustillants.

« C'est dans cette boutique qu'est née la flûte Gana », précise-t-il. Il lui a redonné vie, il y a cinq ans, « en cassant les murs » et en offrant à la vue des clients, et de leurs enfants subjugués, le savoir-faire de ses employés en train de confectionner beurre, pâtes à choux et autres mets sucrés. Il l'a aussi décorée à son image, simplement et sincèrement, avec le souci du détail et une pointe de fantaisie, en témoignent ces vieilles machines à coudre perchées sur une poutre. « Rien à voir avec la pâtisserie, concède-t-il, mais j'adore chiner. »

La madeleine de Benoît Castel a le goût du beurre crémeux et de la galette au blé noir. Élevé près de Redon en Ille-et-Vilaine dans une famille où le bien manger et le partage ne sont pas de vains mots, il a su très tôt qu'il ferait des gâteaux son métier. « En 4^e, j'ai fait un stage dans une boulangerie-pâtisserie. J'étais dans mon élément. » À une époque où l'apprentissage rimait avec voie de garage, ses parents artisans ne l'ont pas dissuadé. « J'ai vécu une mauvaise expérience en première année de CAP, lâche-t-il sans s'éterniser. Mais la deuxième a été déterminante, avec des gens extraordinaires. »

Ce qui importe le plus, la transmission

Benoît Castel continuera sa formation à Paris auprès du pâtissier Jean-Claude Vergne, « un déclencheur ». « La transmission, dans ce métier, c'est la base. » Il parfait son savoir-faire comme pâtissier dans le restaurant de la cheffe cuisinière Hélène Darroze qui lui enseigne le respect des matières premières. Il se forge une expertise sur les produits à la Grande Épicerie, qu'il rejoint en 2004. C'est aussi là qu'il apprend à diriger une équipe.

De commis à manager, la progression de carrière paraît fluide. « Je ne voulais pas m'installer, se défend-il. C'est un ami qui m'a proposé de reprendre une affaire avec lui et j'ai dit oui. »

La décision, prise rapidement, est irrévocable.

« C'était compliqué, reconnaît-il. C'est un autre métier, un nouvel apprentissage. Et même si j'ai connu des bas, ça me plaît. »

Aujourd'hui, il n'a plus d'associé mais trois boutiques à son nom – la troisième ouvrira en novembre – et une équipe sur laquelle il peut compter. « On est une trentaine ici. » À son tour de transmettre le geste bien fait... et son côté psychorigide du rangement. « Ça fait une dizaine d'années que l'on travaille ensemble, comptabilise Clément, son chef exécutif. Je crois que je suis devenu pire que lui. »

Benoît Castel croit en la relève et cherche à créer des vocations en intervenant dans les écoles et en accueillant des jeunes en stage. « Grâce à la télévision, la pâtisserie fait rêver et l'apprentissage évolue. Former un jeune de 15 ans, c'est un vrai boulot. Mais si on veut que le métier perdure, c'est essentiel. Et ce partage aboutit à de belles réussites. Quelle satisfaction de voir ses apprentis prendre à leur tour leur envol. »



EN SAVOIR PLUS :
[Internet benoitcastel.com](http://Internet.benoitcastel.com)



CEUX QUI FONT RÊVER



Laure Grandbesançon, 35 ans, a créé, sur France Inter, le podcast Les Odyssées, pour les 7-12 ans. Un carton, puisque l'émission enregistrée déjà plus de 15 millions de téléchargements.

Un don pour raconter les histoires

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Sur les routes de la soie avec Marco Polo, à cheval dans les plaines du Far West avec Calamity Jane, dans la fusée Apollo 11 avec Neil Armstrong ou à la découverte du tombeau de Toutânkhamon... Voici quelques-unes des aventures que Laure Grandbesançon a racontées depuis juin 2019 aux jeunes auditeurs de France Inter. Le tout sous la forme d'une enquête haletante, où le ton enlevé et facétieux embarque très vite celui qui tend l'oreille. « Pour écrire chaque Odyssée, il y a d'abord une phase importante de documentation, explique-t-elle. Puis je construis le récit et je l'envoie à un spécialiste du sujet pour que ce soit "béton". Ensuite, on passe à la phase d'enregistrement et de mise en ondes dont se chargent les réalisateurs avec lesquels je travaille. » Un exercice sonore particulièrement soigné qui, profitant de « toute l'expertise de Radio France » (comme le précise la (ra)conteuse), donne encore plus de relief et de pep's au récit.

« J'ai grandi avec des récits d'aventure »

À l'origine, Laure ne se destinait pourtant pas à l'univers radiophonique. La jeune femme, qui a grandi à Marseille, voulait être comédienne. Alors qu'elle joue Hernani de Victor Hugo, elle est interviewée par une radio. « J'ai adoré parler dans un micro, dit-elle. C'était comme un truc magique. » Elle a 26 ans, elle envoie son CV à Radio France et y entre pour un stage d'été, auprès d'Eva Bester sur Remède à la mélancolie. De fil en aiguille, elle devient attachée de production, et « bourlingue » dans différentes émissions. Elle fait ensuite ses propres maquettes, jusqu'à ce qu'une séquence de récit d'aventure historique destiné aux enfants retienne l'attention de la direction. On est en juin 2019 et Les Odyssées démarrent. « Ça n'a pas été calculé, c'est comme si c'était arrivé du fond de moi », dit-elle. Il faut dire qu'étant petite, Laure a eu la chance qu'on lui raconte des histoires. « J'ai une grand-mère qui est née à Shanghai, et qui a vécu en Indochine, en Algérie, au Bénin, puis en France. C'était un destin singulier qui se retrouvait dans les méandres de la grande Histoire. J'ai grandi avec ce récit d'aventure qui a fait partie de mon ADN. »

Éclairer aux « bons endroits »

Quant à l'écriture, si particulière, qui fait de chaque Odyssée un objet unique, Laure sait d'où l'envie lui vient. « Quand j'étais enfant, je me souviens de moments où je ne comprenais pas des choses qu'on essayait de m'expliquer, dit-elle. J'ai le souvenir de m'être parfois sentie bête. Plus tard, j'ai compris que ce n'était pas que j'étais bête, mais plutôt qu'on ne me racontait pas la bonne histoire. » La « bonne » histoire, celle qui rend toute la complexité d'un événement ou d'un personnage historique, « sans la simplifier », mais « en l'éclairant aux bons endroits. » Lorsqu'elle rencontre ses (nombreux) jeunes auditeurs ou qu'elle lit leurs messages sur les réseaux sociaux, Laure se rend compte à quel point ses récits font mouche. « Les enfants sont très directs, les questions sont très franches. Ils me disent ça, j'ai aimé, ça, j'ai pas aimé. » De quoi peaufiner un travail toujours aussi pointu, original et captivant. Prochainement sur vos ondes ? Une expédition de deux navires anglais (le Terror et l'Erebus) disparus dans l'Arctique, le tour du monde en 72 jours de Nellie Bly, première femme grand reporter, l'attaque du train de la Banque de France par des résistants en gare de Neuvic en 1944, et les aventures de la fée Morgane, personnage de la légende du Roi Arthur. Beau programme.



EN SAVOIR PLUS :

Internet Les Odyssées sur franceinter.fr/emissions/les-odysses



CEUX QUI FONT RÊVER



Hervé Tullet, l'auteur-illustrateur jeunesse, dont les livres et le talent rayonnent au-delà des frontières de l'Hexagone, vient de publier « La Danse des mains ».

Un artiste hors cadre

Propos recueillis par ANNE-FLORE HERVÉ

Un illustrateur qui ne sait pas dessiner

Le rendez-vous est pris à la Maison des poètes de Paris à l'occasion du lancement de son dernier album *La Danse des mains* paru chez Bayard. Pieds nus, le jean customisé et le tee-shirt décoré par deux mains jaunes, l'artiste aux cheveux argentés pianote un air de musique avant de commencer son spectacle. L'hôte prévenant, à la voix grave et apaisée, rencontré précédemment dans son atelier d'Ivry, se métamorphose alors en un géant à la gestuelle mouvementée et à l'énergie enthousiasmante. Mais qui est donc Hervé Tullet ?

Un illustrateur, assurément. Mais « un illustrateur qui ne sait pas dessiner », affirme-t-il. Après avoir imaginé des publicités pendant une dizaine d'années, il s'installe à son compte à la naissance de son fils aîné en 1991 et se met « à chercher des styles ». Avec son premier album *Comment papa a rencontré maman* (1994), « il se passe un truc ». Mais c'est avec *Faut pas confondre*

(1998) que le déclic de l'idée et du concept se produit. Aujourd'hui, à bientôt 64 ans, il est devenu un auteur-illustrateur incontournable de la littérature jeunesse dont le titre *Un livre* (2010) dépasse les 3,5 millions d'exemplaires vendus dans le monde. « J'ai toujours voulu que le livre soit puissant, neuf, révolutionnaire. J'ai toujours pensé ça, mais je ne pensais pas en arriver là. Un livre a changé ma vie. »

Une connexion incroyable avec les enfants

Lorsqu'il part à la rencontre des enfants dans les établissements scolaires, il impose ses formats : une journée, une semaine, une année avec une classe, deux classes, l'école entière... Mais il improvise, sans jamais trop savoir où il va. « J'arrive et je dis. Qu'est-ce qu'on fait ? » Alors on cherche et au moment où l'on trouve, on trouve tous ensemble, décrit-il avant d'ajouter : Je ne me définis pas comme un enfant, mais je suis dans cette connexion incroyable avec eux. »

À l'aise partout, dans tous les milieux, dans tous les pays, il orchestre en musique des ateliers de peinture géants avec des enfants ou des adultes par milliers. « Le workshop fleurs est emblématique des valeurs que je trimballe, sourit-il. C'est simple, joyeux, ambitieux. » Avec lui, des points, des traits, des ronds ou encore des tâches se transforment en un résultat magnifique et inoubliable. « Mon art est de transmettre un geste, une sensation et de donner la possibilité d'être ému par ce que l'on fait. Et à travers cette émotion de comprendre le geste artistique. » L'expo idéale, concept créé en 2018, a toujours l'ambition de transmettre son art, mais sans lui cette fois-ci. « Les gens suivent mes indications en regardant mes vidéos, mais ils s'en libèrent très vite », remarque-t-il. Pendant les confinements successifs, des expos idéales ont fleuri dans des salons, des chambres, des boîtes à chaussures et même « dans une boîte d'allumettes ».

Avec *La Danse des mains*, le showman libère encore une fois le geste, mais crée cette fois-ci un pont avec la danse contemporaine. « Les lecteurs vont pouvoir s'amuser, sortir du livre et inventer quelque chose », se réjouit-il d'avance. Et ça marche. Dans la salle de la Maison des poètes, tous les spectateurs improvisent une chorégraphie des mains... et c'est juste magique !



EN SAVOIR PLUS :

Internet herve-tullet.com



CEUX QUI FONT RÊVER



Marie-Amélie Le Fur, 35 ans,
triple championne paralympique, préside
le Comité paralympique et sportif français.
Son but : faire que le milieu sportif
ouvre grand les bras aux jeunes
en situation de handicap.

**“Le sport m’a
aidée à garder
confiance
en moi”**

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Le 26 juillet dernier, lors de la cérémonie d'ouverture de Paris 2024, elle a fait partie des tout derniers porteurs de flamme, aux côtés de Tony Parker et d'Amélie Mauresmo et de deux autres athlètes paralympiques, Nantenin Keïta et Alexis Hanquiquant. Ceux qui ont eu l'honneur de traverser la cour du Louvre avant que la vasque olympique ne s'embrase. Un moment fort en émotions, à l'image d'une cérémonie intense, marquée par la diversité et l'inclusion. Quelques semaines plus tôt, Marie-Amélie nous confiait en interview : « Paris 2024 a eu un effet considérable en faveur du handisport, car de nombreux acteurs (collectivités, professionnels de santé, etc.) se sont engagés dans l'aventure. L'avancée est notable ; on le voit dans les territoires et dans la reconnaissance du grand public.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de freins – le manque d'accessibilité des équipements, le manque de formation des clubs de proximité – mais un cap a été franchi. »

Combativité et résilience

Cette ouverture, la détentrice du record du monde de saut en longueur et du 400 mètres l'appelle de ses vœux depuis une vingtaine d'années. Son histoire à elle commence à l'âge de 6 ans, lorsqu'elle découvre l'athlétisme. Le sport devient vite une source d'épanouissement, grâce à la compétition, mais aussi à la dimension sociale, aux moments de partage. À l'âge de 15 ans, pourtant, sa vie bascule : suite à un accident de scooter, elle est amputée de la jambe gauche sous le genou. « Un an plus tôt, j'avais vu une course de démonstration avec des athlètes amputés, raconte-t-elle. Ce souvenir m'a ouvert le champ des possibles. » Très vite, la jeune femme veut reprendre le sport, soutenue par son entourage. Ses parents, d'abord, qui jamais ne cherchent à la dissuader. Un entraîneur, aussi, qui la suit malgré sa méconnaissance de l'univers handisport. Une prothésiste, enfin, qui trouve un modèle de lame, à une époque où cette technologie est très peu connue. Un dernier événement accélère le processus : le tournage d'un téléfilm, dans lequel elle campe une doublure, qui lui finance sa première prothèse et lui fixe un objectif pour l'été qui approche. Marie-Amélie redouble de combativité : quatre mois seulement après son accident, elle se remet à courir.

Lever les barrières

Le sport la mènera au sommet – 9 médailles aux jeux paralympiques, dont trois en or, – mais il lui redonnera surtout confiance. « Le sport m'a aidée à me reconstruire physiquement en m'affranchissant du regard de la société, explique-t-elle. J'ai pu tester les nouvelles limites de mon corps et me rendre compte que je pouvais encore faire beaucoup. » Sans compter la dynamique positive dans laquelle sa pratique l'inscrit. « Quand j'avais ma prothèse de ville, je voyais du pathos et de la tristesse dans les yeux des autres. Mais dès l'instant où je mettais ma lame de sport, on me parlait de courage et de dépassement de soi. » Les bienfaits sont tels que la jeune femme milite aujourd'hui sans relâche pour démocratiser l'accès au sport auprès des jeunes en situation de handicap. Sans forcément viser la compétition, mais plutôt le sport au sens large, partout où cela est possible. « Ce que je souhaiterais, c'est que les barrières se lèvent dans tous les clubs de nos territoires pour que l'on se rencontre et que l'on pratique du sport ensemble. Car, si on y arrive dans le sport, on peut y arriver à l'école, dans l'emploi, dans tous les domaines de la société. »

Portraits

**de ceux
qui font
réfléchir !**

Cinq voix pour penser le monde. De la reproduction sociale à la domination de classe, de la souffrance intime à la mémoire de la Shoah, les récits de ces personnalités éclairent, questionnent et **nourrissent la réflexion collective.**

“

CEUX QUI FONT RÉFLÉCHIR



Issu d'un milieu modeste, le sociologue Bernard Lahire se considère comme un « miraculé social », à l'instar de Bourdieu. Une exception qui confirme malheureusement les lois sociales de reproduction des inégalités.

“Je suis statistiquement très improbable”

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN

Transfuge de classe

On ne sort pas indemne d'*Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, l'ouvrage monumental dirigé par le sociologue Bernard Lahire. Précisément parce que la lecture de cette enquête minutieuse et incarnée, auprès d'enfants de 5 ou 6 ans, fait ressentir tout le poids des inégalités et des déterminismes sociaux. Et c'est tout l'espoir que nourrit Bernard Lahire avec ce livre collectif, « qu'on ne puisse plus dire qu'on ne savait pas » ce que produisent les inégalités économiques et culturelles sur la « fabrication des enfants ». Bernard Lahire, lui, sait. « Je suis statistiquement très improbable », lance-t-il. Maître de conférences à 28 ans, professeur d'université à 31, professeur à l'École normale supérieure de Lyon à 37... celui qui reçut la médaille d'argent du CNRS en 2012 pour la qualité et l'originalité de ses travaux, ne cache pas ses origines modestes. C'est même de cette souffrance

des transfuges de classe qu'il tire sa vocation pour la sociologie. « Je me lève à quatre heures du matin pour faire de la sociologie jusque tard le soir », explique ce bourreau de travail. « Étant donné le milieu d'où je viens, j'ai toujours eu l'impression qu'il fallait que j'en fasse plus que les autres, malgré la reconnaissance scientifique », admet-il.

Un intellectuel reconnu

Fils d'un ouvrier recueilli par l'assistance publique, et d'une mère sans profession, Bernard Lahire a grandi dans un HLM à Lyon. Ses parents, des pieds-noirs issus « du petit peuple d'Algérie », ont vécu leur déracinement comme une « chute terrible », explique-t-il. Ils ne comprenaient pas l'histoire de la colonisation. « Ma mère a donné son lait à un petit voisin algérien. Le racisme était structurel, mais ma mère n'était pas raciste », raconte le sociologue. À la maison, sa mère lisait très peu. La famille n'allait jamais au musée. « Nous avons un rapport très humble à la culture ». Devenir un intellectuel reconnu n'a pas pour autant fait de lui un mondain. Bernard Lahire déteste « le vernis culturel » des classes moyenne ou supérieure, et ne fréquente toujours pas les musées. « J'aime les gens qui savent vraiment », tranche-t-il. Le sociologue n'était pas à l'aise à l'école maternelle. « Très timide, très sage, j'essayais de bien faire. Ma mère voulait que ça se passe bien. » L'enfant perçoit que l'école est une voie possible, et s'y engouffre. Mais au lycée, il se fourvoie dans une voie technique. Son bac E, il l'obtient de justesse, « avec une moyenne de 10,06 ». « La technique me renvoyait au monde ouvrier. Les seules matières qui m'intéressaient étaient la philo, qui ne comptait pas, le français et l'anglais », s'amuse-t-il aujourd'hui. Si formuler ses vœux d'orientation lui donne une terrible angoisse, c'est en lisant Marx qu'il se libère. Une « révélation » qui le pousse vers la psychologie, qu'il abandonne rapidement pour se consacrer à la sociologie. « Elle m'offrait un cadre pour comprendre le monde dans lequel j'étais », dit-il. Cinq ans plus tard, alors qu'il est le premier de sa lignée à franchir les portes de l'université, il choisira de faire une thèse sur l'échec scolaire. « Je voulais comprendre le parcours des gens de ma famille », décrypte-t-il. Avec douze mille exemplaires vendus, *Enfances de classe* est un succès de librairie. « C'est peu vu l'ampleur du problème ! », tempère le sociologue. Certains lecteurs l'ont offert à des gens plus privilégiés. « Peut-être pourront-ils comprendre, même s'ils n'ont pas vécu eux-mêmes ces inégalités », ose-t-il espérer.

”



EN SAVOIR PLUS :

À lire *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, éd. Seuil, août 2019, 27 €.

“

CEUX QUI FONT RÉFLÉCHIR



Olivier Liron, 36 ans, écrivain¹ et enseignant, diagnostiqué haut potentiel intellectuel (HPI) et autiste Asperger, raconte son parcours de souffrance et de résilience.

“Il faut être attentif à la fragilité des enfants”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Sur la couverture de son livre, un banc de sardines noires et blanches voguent dans un sens, tandis que l'une d'entre elles, de couleur rouge, nage à contre-courant. S'il parvient aujourd'hui à s'en amuser, ce sentiment de différence l'a tenu longtemps éloigné des autres. Il faut dire que très tôt, Olivier Liron s'est distingué de ses camarades. Il lit couramment à 4 ans, a sauté deux classes avant le CE1. Il a un QI de 162, « un peu mieux qu'Albert Einstein, 160, et beaucoup moins bien que Garry Kasparov, 190 », écrit-il.

Ses capacités hors normes s'accompagnent de passions dévorantes, obsédantes, loufoques ; mais aussi d'une hypersensibilité ; il se sent fragile, marqué par une grande vulnérabilité. « Je ressens chaque chose avec beaucoup

d'intensité, la joie, la tristesse ou l'angoisse », confie-t-il dans son livre. Plus tard, dans son parcours, le diagnostic viendra éclairer son profil « neuro-atypique ». Mais en attendant, sa différence le questionne, le taraude, et bien souvent, l'exclut du groupe.

Confronté au harcèlement

Avec l'entrée au collège, tout s'accélère. On ne parle pas de harcèlement scolaire à l'époque, mais c'est bien ce dont il s'agit : les surnoms – « la Binocle », « Père Castor » à cause de ses dents en avant ou « l'Intello » – puis les agressions répétées, les humiliations quotidiennes. « J'ai vécu ce que vivent beaucoup d'enfants, dit-il. Le rejet lié à la différence. Une violence qui provoque un grand mal-être et beaucoup de dégâts. » Pourtant, au cœur de ce chaos, Olivier a un refuge : la lecture et l'écriture, l'imaginaire et la poésie. Un moyen d'expression et d'évasion, autant qu'un accès à la beauté. La compagnie des livres est son eldorado et sa planche de salut.

À 17 ans, il intègre une prépa littéraire, puis l'École normale supérieure où son besoin d'apprendre est insatiable. Son parcours le mène vers l'enseignement (il est agrégé d'espagnol) et vers l'écriture : il publie du théâtre et des romans, entre autres, dont *Einstein, le sexe et moi* (où il raconte son expérience dans l'émission tv *Questions pour un super champion* dont il est quintuple vainqueur).

Donner des clés de compréhension

Ce qui lui tient à cœur aujourd'hui est de témoigner. « *La stratégie de la sardine* n'est pas un livre de psychologie clinique, dit-il. Je voulais parler de ma différence depuis mon point de vue, me replonger dans ce ressenti pour essayer de le partager et qu'il puisse être utile à des gens qui se posent des questions sur ce que vit leur enfant. » Car l'auteur poursuit un objectif : contribuer à changer le regard sur les enfants neuro-atypiques, en rappelant leur vulnérabilité...

« Je suis frappé par l'image fantasmagorique que l'on a des enfants HPI, comme dotés de super pouvoirs, dit-il. En réalité, cette image du petit génie, tueur en maths et heureux dans un monde dénué d'affect, fait beaucoup de mal à leur épanouissement. Car elle crée une attente qui risque d'isoler l'enfant, le condamner à l'excellence et à la performance. » Il le répète : chez lui, la part de fragilité et de sensibilité ont été des ressources cruciales, déterminantes. Et même s'il a eu longtemps le sentiment de nager à contre-courant, il est parvenu à faire sa place parmi les autres, tout en préservant sa singularité. C'est là le cœur de son propos : aider chacun à s'accepter.

(1) *La stratégie de la sardine*, aux éditions Robert Laffont, 2023.

”

“

CEUX QUI FONT RÉFLÉCHIR



Journaliste, chroniqueuse et auteure du livre « Sois jeune et tais-toi » déjà vendu à 30 000 exemplaires, **Salomé Saqué, 28 ans, est devenue le porte-voix de toute une génération.**

“Le mythe de la méritocratie crée beaucoup de désarroi”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Depuis la sortie de son livre, Salomé Saqué reçoit beaucoup de messages. Pas seulement des jeunes, qui se sont largement reconnus dans ce qu'elle décrit. Mais aussi de quinquas ou de sexagénaires, qui disent avoir changé de regard sur la jeunesse. Une satisfaction pour la journaliste, dont l'objectif était bien celui-là : faire mentir les clichés (non, les 18-29 ans ne sont pas « incultes » ou « individualistes ») pour réamorcer un dialogue intergénérationnel. Comment ? En donnant la parole aux jeunes et en décryptant leur réalité : le « mirage » de l'autonomie, l'augmentation des inégalités sociales, l'éco-anxiété, les problèmes de santé mentale, l'exceptionnelle précarité. Un journalisme engagé, disent certains. Mais peut-il en être autrement ? « Je ne préconise rien, répond-elle. Je constate, je documente des faits et des mécanismes. Par contre, je renvoie vers des ouvrages comme celui du sociologue Camille Peugny,

« Pour une politique de la jeunesse » qui lui, établit un programme. »

« Pour aller au théâtre, il fallait faire une heure et demie de bus »

Ce métier de journaliste, elle en a longtemps rêvé (« Ado, je me souviens avoir visionné l'intégrale des documentaires des lauréats du prix Albert Londres que j'avais reçue à Noël »), mais sans l'envisager vraiment. Car Salomé Saqué ne vient pas du sérail et les « barrières mentales » qui freinent certains jeunes aujourd'hui, elle les connaît bien. « Je ne me considère pas comme une transclasse, rectifie-t-elle néanmoins. Mon père est professeur dans un lycée professionnel, ce qui donne quelques prédispositions. Mais j'ai grandi en Ardèche, un département très isolé. Ça s'est amélioré aujourd'hui, mais quand j'étais adolescente, l'accès à la vie culturelle était très limité. Pour aller au théâtre, il fallait faire une heure et demie de bus. » Un éloignement des centres urbains qui conditionne aussi l'imaginaire et la projection dans l'avenir...

« Je ne connaissais personne dans le journalisme, ni de près ni de loin. » Salomé entre finalement en prépa littéraire à Lyon puis obtient un Master 2 en droit à Paris. Elle a 23 ans et le journalisme s'impose enfin. Elle complète sa formation, puis intègre un temps France 24, avant de rejoindre le média Blast, Arte et la chaîne parlementaire (LCP).

Donner la parole à ceux qui pensent des alternatives

Le travail qu'elle produit, documenté et rigoureux, se concentre sur plusieurs thèmes dont l'urgence écologique et l'égalité homme-femmes. Mais aussi les questions de mobilité sociale, notamment au sein de l'école française, « l'une des plus reproductrices d'inégalités parmi les pays de l'OCDE », rappelle-t-elle. « Notre milieu nous prédispose, c'est un fait. Mais le plus difficile à vivre pour les jeunes, c'est le décalage entre le discours politique sur la méritocratie – une école républicaine qui offre, soi-disant, les mêmes chances à toutes et tous – et la réalité sociologique. Ce décalage crée énormément de frustration et de détresse chez les jeunes notamment ceux issus des classes défavorisées. Car si on pense que ceux qui réussissent le méritent, on pense que ceux qui ne réussissent pas le méritent aussi. » Une violence sociale, contre laquelle les politiques actuelles « ne luttent pas », regrette-t-elle, sans toutefois perdre espoir... « On n'est pas contraints de vivre dans une société où les jeunes sont mis à mal, où les inégalités se creusent et où l'on compromet les conditions d'habitabilité de la planète, souligne-t-elle. Ça reste une décision collective. » Elle, qui donne justement la parole à ceux qui pensent des alternatives, avec un credo : « insuffler l'idée qu'autre chose est possible. »

”



CEUX QUI FONT RÉFLÉCHIR



Monique Pinçon-Charlot, 78 ans,
est sociologue, et co-autrice avec son mari
de nombreuses enquêtes sur la grande
bourgeoisie et les classes dominantes.

“Inciter les jeunes à s’émanciper collectivement”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Inégalitaire le système scolaire ? « Non ! Le mot est trop faible, c’est beaucoup plus que cela, dit-elle de sa voix vive et claire. Un système à plusieurs vitesses qui sépare les classes sociales, un système profondément divisé entre public et privé, avec à l’intérieur-même de ce premier clivage, d’autres fossés béants. Car disons-le : être élève dans le lycée public Pasteur de Neuilly ou dans les quartiers nord de la Seine-Saint-Denis, ça n’a rien à voir. Le premier est privilégié et bénéficie aux plus fortunés quand les deuxièmes sont sous dotés et accueillent les élèves dans des bâtiments délabrés. »

L’origine du problème ? « Un capitalisme qui se radicalise, dit-elle, depuis la financiarisation de tous les secteurs d’activité (dont l’enseignement) amorcé avec le tournant de la rigueur en 1983. » Le constat est sombre. Mais la sociologue, lozérienne d’origine, a l’âme d’une combattante et la passion de comprendre chevillée

au corps. « Au départ, je voulais être journaliste, comme Catherine Langeais et Anne-Marie Peysson que je voyais à la télé en 1963 », dit-elle. Ça sera finalement la sociologie, sans regret : « C’est beaucoup mieux que le journalisme. Car la recherche offre du temps... »

Décrypter la domination

La recherche, qu’elle mène inlassablement, consiste à savoir qui sont les riches et comment ils fonctionnent. « Une envie forte » qui date de sa rencontre avec Michel, son mari. « Lui venait d’un milieu ouvrier très pauvre et moi j’étais une enfant mal construite de la bourgeoisie de province, sans accès à la réflexion. » Ils tombent amoureux et sont « en phase ». « On voulait tous les deux enquêter sur des familles, des individus de chair et de sang, pas seulement des concepts. » Ce travail dense, pointu, a donné lieu à plusieurs ouvrages¹ et fait naître l’envie de s’adresser à la jeunesse. « Quand je me rends dans un lycée défavorisé, je dis aux élèves à quel point la méritocratie est un concept fallacieux et manipulateur. Je leur explique tout le “travail” des dynasties familiales pour transformer l’arbitraire de leurs privilèges (l’héritage des titres de propriété notamment) en œuvre de mérite. Un “travail” qui repose en partie sur les corps : on apprend aux enfants des classes dominantes l’éloquence, l’élégance, tous les gestes et les codes qui célèbrent l’excellence. Avec un but ultime : que le reste de la société se dise : “C’est normal qu’ils deviennent nos patrons, ils ont des qualités que l’on n’a pas, ils ont mérité leur place...” »

Une énergie positive et joyeuse

Une fois déjouée cette construction, reste à donner confiance. « Je dis aux jeunes : prenez conscience de votre force ; l’émancipation collectivement partagée. Tout est fait pour nous individualiser, mais il faut refuser cette concurrence entre nous, apprendre à travailler ensemble pour réussir ensemble, argue-t-elle. Les écoles de la bourgeoisie fonctionnent comme ça, en s’organisant, en créant des groupes d’entraide, des instances de coordination : faisons la même chose ! » Monique Pinçon-Charlot voit alors poindre une émotion chez les élèves, car l’espoir d’une émancipation fait naître « une énergie positive et joyeuse ». Espoir fragile néanmoins, car la sociologue l’observe : « À l’heure du dérèglement climatique, du fait d’un système capitaliste basé sur la prédation de toutes les formes du vivant, l’idée que « tout est foutu » n’est jamais loin... Je leur dis alors que l’on a bien réussi à abolir l’esclavage et (en partie) le colonialisme. Alors, si on choisit de travailler ensemble, un autre système peut advenir... »

(1) Entre-soi : le séparatisme des riches, éd. Pyramyd, 2024 ;
Le Méprisant de la République, éd. Textuel, 2023.

“

CEUX QUI FONT RÉFLÉCHIR



Ginette Kolinka, 99 ans, rescapée du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, est le dernier témoin vivant français de la Shoah. Elle sillonne les collèges et lycées pour raconter.

“Accordez-vous, tolérez-vous !”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Elle aura 100 ans en février prochain mais son agenda continue de se remplir inlassablement, au gré des demandes innombrables qu'elle reçoit. Celles des collèges et des lycées, partout en France, qui souhaitent qu'elle intervienne auprès de leurs élèves. Alors, Ginette Kolinka se rend sur place et raconte son histoire. Celle d'une jeune femme juive de 19 ans, arrêtée par la Gestapo le 13 mars 1944, suite à une dénonciation, avec son père, son frère de 12 ans et son neveu de 14 ans. Elle est déportée à bord du convoi n°71 parti de Drancy le 13 avril 1944 en direction du camp d'Auschwitz-Birkenau, le même convoi que Simone Veil. Le père de Ginette et les deux garçons sont gazés dès leur arrivée. Elle est sélectionnée pour le travail et rejoint le camp des femmes. Après Birkenau, elle est emmenée à Bergen-Belsen

pour travailler dans une usine. Lorsque les camps sont libérés en 45, elle est rapatriée en France, très affaiblie, et retrouve sa mère et quatre de ses cinq sœurs, qui ont survécu à la guerre.

« La haine, c'est un pied dans Auschwitz »

Il y a donc ce récit, brut et poignant. Mais au-delà de l'histoire qu'elle leur livre, Ginette Kolinka interpelle chacun des jeunes qui se tient face à elle. « Je leur dis : tous ceux qui ont moins de 15 ans, levez-vous. Toute la classe, ou presque, se lève. Je leur dis : si vous aviez été juifs à mon époque, vous seriez morts car les nazis les exécutaient. Là, c'est le silence total. » Le silence face à une réalité barbare. Et puis Ginette Kolinka reprend la parole pour poser des mots clairs sur l'origine du mal. « Je veux leur dire que tout ce qui s'est passé d'affreux pendant ces cinq années a été causé par la haine. Je veux qu'ils sachent que c'est la haine qui a conduit Hitler à faire tout ce qu'il a fait ; tuer des bébés, tuer des femmes enceintes, tuer des vieillards. On n'est pas obligés de tous s'aimer, mais il faut accepter que la personne qui vit à côté de nous, dans notre immeuble, soit d'une autre culture, d'un autre pays, d'une autre couleur de peau. Accordez-vous, tolérez-vous ! C'est ce que j'essaie de dire à ceux qui m'écoutent. La haine ne mène à rien. La haine, c'est un pied dans Auschwitz. »

Faire que ça ne s'oublie pas

Le dialogue s'amorce ensuite, car les questions sont souvent nombreuses. Un temps d'échange que Ginette Kolinka affectionne. « Quand je tombe dans un collège ou un lycée où il y a beaucoup de questions, c'est agréable parce que l'on sent que les élèves sont intéressés. » Quant à savoir ce qu'il en restera... : « Je n'en sais rien. Moi, je vis le présent », dit-elle. Alors, quand il n'y aura plus de survivant pour témoigner, « ça sera aux professeurs de faire que ça ne s'oublie pas. »

En attendant, Ginette continue de raconter. Dans les livres aussi ; les poignants *Retour à Birkenau*¹ paru en 2019 et *Une vie heureuse*¹ en 2023. Un titre qui interpelle le lecteur, à dessein. Elle répond dans un sourire : « Comment pourrais-je ne pas être heureuse quand je me réveille le matin et que je suis en vie ? Je dis aux gens : soyez raisonnable, si vous demandez la lune vous ne l'aurez jamais. Visez des choses simples et possibles et vous serez comme moi, vous serez heureux. »

(1) Éd. Grasset, coécrit avec Marion Ruggieri.

”

